MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Vingt-cinquième séance – Mardi 27 novembre 2007, à 20 h 30

Présidence de M. Guy Dossan, président

La séance est ouverte à 20 h 30 dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M^{mes} Mary Pallante, Andrienne Soutter et M. Olivier Tauxe.*

Assistent à la séance: *M. Patrice Mugny, maire, M. Manuel Tornare, vice-président, M. Rémy Pagani, M^{me} Sandrine Salerno et M. Pierre Maudet, conseillers administratifs.*

CONVOCATION

Par lettre du 15 novembre 2007, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 27 novembre et mercredi 28 novembre 2007, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Néant.

3. Rapport de la commission Agenda 21 chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 17 janvier 2007 en vue de l'ouverture d'un crédit de 161 000 francs destiné à l'étude de la population de pigeons et d'un crédit de 110 000 francs destiné à la construction de pigeonniers en ville de Genève (PR-537 A)¹.**Rapport de M^{me} Hélène Ecuyer.**

La commission Agenda 21 s'est réunie le 18 avril 2007, sous la présidence de M^{me} Annina Pfund, pour étudier la proposition PR-537, renvoyée à ladite commission lors de la séance plénière du Conseil municipal du 20 mars 2007. Les notes de séance ont été prises par M^{me} Lucie Marchon, que la rapporteuse remercie pour la qualité de son travail.

Rappel de la proposition

<i>Estimation des coûts</i>	Fr.
Etude préliminaire	66 000
Formation des bénévoles et inventaire de la population de pigeons	80 000
Honoraires pour la mise en œuvre des mesures	15 000
Construction des pigeonniers	<u>110 000</u>
Total	<u>271 000</u>

¹ «Mémorial 164^e année»: Proposition, 5570.

Séance du 18 avril 2007

Audition de M^{me} Yveline Cottu, cheffe du Service des espaces verts et de l'environnement (SEVE)

M^{me} Yveline Cottu explique que la proposition a été séparée en deux crédits: un crédit d'étude et un crédit de construction d'un pigeonnier. Comme il y a autant de lettres qui lui parviennent de personnes voulant protéger les pigeons que de lettres de personnes voulant les éliminer, il s'agirait de faire un inventaire des pigeons en ville de Genève, ce qui permettrait de déterminer leur nombre, les lieux où ils posent le plus de problèmes, ainsi que les bâtiments à protéger. Elle est convaincue qu'une étude scientifique est indispensable pour ne pas se baser uniquement sur les impressions des habitants. Si, à la suite de cette étude, il était nécessaire de diminuer le nombre de ces volatiles, deux méthodes seraient à considérer: le pigeonnier et l'effarouchement, en effet, l'Ornistérial, ou graines contraceptives, n'étant plus utilisé. Il subsiste deux endroits critiques où les pigeons sont encore nourris: la place des Alpes et celle des Augustins. La population doit être informée qu'elle ne doit plus nourrir les pigeons.

A Bâle, la construction de pigeonniers a permis de réduire la population de pigeons d'environ 7 à 10%; l'arrêt de la distribution de nourriture aurait aussi une influence. A Genève, il n'est pas sûr que la construction d'un pigeonnier soit nécessaire, ni qu'il y ait trop de pigeons en ville; l'étude sera là pour le préciser.

Pour répondre à une remarque d'un commissaire constatant que rien n'avait été prévu pour remplacer la distribution d'Ornistérial et qui demande s'il faut un crédit supplémentaire pour la campagne d'information dissuadant la population de nourrir les pigeons, M^{me} Cottu explique que l'enveloppe est prévue pour la mise en place des mesures appropriées. La suppression de la distribution des graines contraceptives pour pigeons engendre diverses questions et remarques concernant notamment les éventuels effets ou pathologies causés par ces graines.

Un commissaire aimerait connaître le nombre de pigeonniers nécessaires en ville de Genève. M^{me} Cottu estime que deux ou trois pigeonniers permettraient aux pigeons de nicher en des endroits précis, où ils pourraient être contrôlés. Elle ajoute que les populations de pigeons sont stables et qu'il faudrait les compter régulièrement dans les différents quartiers où leur présence semble importante.

Une membre de la commission fait remarquer que, dans certains parcs, les corneilles remplacent les pigeons et font plus de dégâts, vidant les poubelles et se montrant parfois agressives, et que les chats n'impressionnent guère. M^{me} Cottu signale que l'effarouchement est assez efficace pour les corneilles.

Une commissaire trouve intéressante la démarche de déterminer le nombre de pigeons acceptable pour l'être humain, mais elle est surtout préoccupée par les

conséquences de la présence des pigeons en ville. Elle cite en exemple Neuchâtel, où des faucons ont été utilisés pour les effaroucher. M^{me} Cottu précise que la méthode d'effarouchement, assez efficace, est utilisée à l'aéroport; elle est adaptée à des sites fixes à protéger. Un maître fauconnier est nécessaire pour la mettre en place. En ce qui concerne les quotas, ils sont effectivement subjectifs, et les estimations des nuisances sont surtout affectives et peu techniques. De nombreuses lettres parviennent au SEVE sur les problèmes soulevés par les pigeons, certaines demandant leur élimination et d'autres leur protection.

A une commissaire qui s'interroge sur l'efficacité de l'opération et si les pigeonniers vont empêcher les pigeons de souiller les bâtiments voisins, M^{me} Cottu l'informe que l'étude n'est pas destinée à construire un pigeonnier, mais avant tout à dénombrer les pigeons. Le pigeonnier n'est pas fait pour les éliminer, mais il permet de les réguler. Elle explique aussi que le nombre de pigeons morts ramassés n'est pas représentatif et qu'il ne peut pas signaler une éventuelle augmentation de leur population.

Pour satisfaire un commissaire qui demande s'il ne serait pas possible d'attraper ces volatiles avec un filet pour pouvoir ensuite les éliminer «proprement», M^{me} Cottu répond que ce n'est pas possible en ville.

M^{me} Cottu explique que l'étude préliminaire de 66 000 francs représente le coût de la mission confiée à une entreprise ornithologique pour obtenir des renseignements sur ce qui se fait ailleurs, un inventaire des pratiques, des contacts avec les scientifiques pour l'étude des pathologies éventuelles et une estimation du nombre d'heures de comptage des volatiles. Les entreprises sont mises en concurrence, pour autant que plusieurs soient compétentes dans ces domaines. Elle explique que l'on a affaire à des spécialistes et que cela coûte cher.

Citant l'article 15B du règlement sur la propreté, la salubrité et la sécurité publiques (F 3 15.04) interdisant la distribution de nourriture aux pigeons, à l'exception de graines traitées, un commissaire demande si des contacts ont été pris pour informer la Gérance immobilière municipale (GIM) de cet article, beaucoup de locataires semblant nourrir ces volatiles sur les rebords de fenêtre. M^{me} Cottu signale qu'elle a fait parvenir différents courriers à la GIM, qui sont restés sans réponses.

Une commissaire aimerait connaître l'utilité du pigeon, son rôle et quel serait le déséquilibre causé par son élimination. M^{me} Cottu pense que tout est utile et a sa place; la question est de savoir ce qui gêne les habitants de la ville de Genève. Les problèmes sont la propreté et la dégradation des bâtiments.

Dans la perspective de la protection de l'écosystème, une membre de la commission demande s'il ne serait pas préférable de partir sur l'étude d'un écosystème. M^{me} Cottu relève que c'est une réflexion intéressante, mais elle n'ose même

pas se demander combien cela coûterait en temps et en argent. Elle admet que les gens ont été un peu hystériques avec la menace de la grippe aviaire, mais elle croit qu'il n'est pas exagéré de contrôler l'état de la population de pigeons en ville.

M^{me} Cottu informe que les pigeonnnes pondent quatre ou cinq œufs, mais que seuls 20% des œufs donnent des oisillons: les pigeons sont victimes du stress et des dangers urbains. Elle pense qu'une solution pour la régulation de leur population serait de réintroduire des rapaces en ville.

Discussion et votes

Plusieurs propositions d'auditions de personnes pouvant parler des expériences de Neuchâtel ou de Bâle sont proposées, mais rejetées. Une proposition d'une demande de renseignements sur les expériences de ces deux villes est acceptée à l'unanimité (moins une abstention) des membres de la commission.

La majorité de la commission décide de procéder au vote de la proposition PR-537, malgré l'absence des informations qui devraient lui parvenir sur la situation à Bâle et à Neuchâtel.

Une représentante de l'Alliance de gauche (SolidaritéS et Indépendants) ne votera pas ce crédit, faisant remarquer que cette proposition vise surtout à rassurer les gens et que cela n'est peut-être pas d'intérêt général.

Le groupe radical refusera ce crédit, car, selon son représentant, le problème subsistera malgré cette proposition. Connaître le nombre de pigeons en ville ne l'intéresse pas. Il fait un parallèle entre cette campagne d'information et celle concernant les décharges sauvages, qui n'a pas marché.

La représentante du Parti du travail acceptera ce crédit; en effet, le problème des pigeons existe en dehors de la grippe aviaire, il est cyclique. Cette proposition est concrète et intéressante.

Les socialistes sont partagés: l'un votera ce crédit, car il pense que c'est un tout, le pigeonnier étant un outil d'étude et de contrôle de l'état sanitaire des pigeons. Une autre membre du groupe propose un amendement demandant de séparer le crédit concernant l'étude de celui destiné à la construction du pigeonier.

Les Verts sont aussi divisés: pour l'un, cette proposition n'est pas prioritaire, les nuisances causées par les pigeons ne sont pas si importantes; l'autre ne partage pas cet avis et votera cet objet.

Un membre du groupe libéral approuve l'intervention de l'intervenant radical et ajoute qu'elle s'étonne du crédit de 80 000 francs destiné à la formation de

bénévoles et se demande s'il ne vaudrait pas mieux faire appel à des spécialistes pour cette tâche. Elle n'est pas satisfaite de cette proposition et ne la votera pas.

La commission procède au vote de l'amendement d'une représentante socialiste qui consiste à supprimer l'article 2 de l'arrêté.

Cet amendement obtient 1 oui (1 S), 7 non (2 S, 2 Ve, 1 T, 1 L et 1 DC) et 4 abstentions (1 AdG/SI, 1 UDC, 1 L et 1 R). Cet amendement est refusé.

La commission passe au vote de la proposition PR-537, qui obtient 4 oui (1 Ve, 2 S, 1 T), 6 non (1 Ve, 1 R, 1 DC, 2 L, 1 UDC) et 2 abstentions (1 S, 1 AdG/SI). Elle est donc refusée. En conclusion, le projet d'arrêté suivant est refusé.

PROJET D'ARRÊTÉ REFUSÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 161 000 francs destiné à l'étude de la population de pigeons en ville de Genève.

Art. 2. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 110 000 francs destiné à la construction de pigeonniers en ville de Genève.

Art. 3. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue aux articles premier et 2 au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 271 000 francs.

Art. 4. – La dépense prévue à l'article 2 sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève dès l'année suivant la mise en exploitation, soit de 2007 à 2016.

Le président. Comme je l'ai annoncé à notre séance de 17 h, nous sommes saisis d'une motion préjudicielle M-739 de M^{mes} Anne Pictet, Sandrine Burger, Frédérique Perler-Isaaz, Sophie de Weck Haddad, Claudia Heberlein Simonett, Marguerite Contat Hickel, Sarah Klopmann, Anne Moratti Jung, MM. Yves de Matteis, Eric Rossiaud, Alexandre Wisard et Alpha Dramé, intitulée «Un, deux, trois... pigeons volent».

PROJET DE MOTION PRÉJUDICIELLE

Considérant:

- les plaintes répétées d'une partie de la population et des régions à l'égard des pigeons en ville de Genève;
- les nuisances engendrées en milieu urbain par ces volatiles, telles que la dégradation de bâtiments, les nuisances sonores, et potentiellement la transmission de maladies à l'homme;
- la présence «artificielle» des pigeons bisets en ville, dont l'existence dépend largement de la nourriture qu'on leur donne;
- l'ignorance de nombreux citoyens sur la question des volatiles en milieu urbain et sur les gestes appropriés à adopter à leur égard;
- la motion M-268 de la commission sociale et de la jeunesse approuvée à l'unanimité;
- l'article 15B du règlement cantonal sur la propreté, la salubrité et la sécurité publiques (F 3 15.04) interdisant la distribution de nourriture aux pigeons,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif de mettre sur pied, en association avec des ornithologues, une large campagne d'information et de sensibilisation sur le thème du pigeon et des autres volatiles en milieu urbain nourris par l'homme (canards, cygnes, etc.), afin de dissuader les citoyennes et citoyens de leur distribuer de la nourriture, car cela contribue à l'accroissement de leurs effectifs et des nuisances qui en découlent.

M^{me} Anne Pictet (Ve). Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, nous déposons cette motion préjudicielle afin que nous puissions la traiter avant le rapport PR-537 A sur l'ouverture d'un crédit de 161 000 francs destiné à l'étude de la population des pigeons et d'un crédit de 110 000 francs pour construire des pigeonniers en ville de Genève. Notre motion a pour objectif de résoudre au préalable un point lié à la proposition en question.

Notre motion préjudicielle demande la mise en place d'une large campagne d'information et de sensibilisation sur le thème du pigeon et des autres volatiles en milieu urbain nourris par l'homme, afin de dissuader la population de leur distribuer de la nourriture.

En cela, nous nous rangeons derrière l'avis de bon nombre de spécialistes entendus par la commission sociale et de la jeunesse et par la commission Agenda 21. Nous allons également dans le sens de la recommandation unanime de la commission sociale et de la jeunesse, formulée ce printemps, de mettre sur pied une campagne d'information visant à sensibiliser la population aux nuisances que le nourrissage des pigeons occasionne.

Cette demande, le Conseil administratif l'a écartée, préférant proposer une étude scientifique de la population des pigeons et la construction de pigeonniers pour contrôler leur état sanitaire et leur reproduction.

Nous estimons que la proposition PR-537 n'est pas véritablement adaptée à la situation actuelle des pigeons en ville de Genève. Elle nous semble en effet disproportionnée et inadaptée à plusieurs titres.

Pour commencer, les crédits demandés sont relativement importants. En effet, la seule étude coûterait déjà 160 000 francs environ et le crédit de 110 000 francs couvrirait la construction d'un seul pigeonnier, comme le précise la cheffe du Service des espaces verts et de l'environnement (SEVE), et non des deux ou trois pigeonniers qui seraient probablement construits. C'est aussi sans compter les mesures de suivi précis, comme le recomptage des oiseaux après la construction du pigeonnier pour s'assurer de son utilité, ou l'examen de leur état sanitaire.

Deuxièmement, un comptage des oiseaux ne présente pas d'intérêt évident, puisqu'on connaît déjà le nombre approximatif de ces pigeons bisets à Genève. De plus, on sait que les quotas sont subjectifs et les estimations des nuisances surtout affectives et peu techniques.

A propos de la prise des œufs sur les pigeonniers, un des objectifs de la mesure, il est à relever que cela contreviendrait à la loi cantonale sur la faune, qui protège les nids sans exceptions.

Enfin, et surtout, l'argument décisif est pour nous l'inutilité d'une telle mesure si les citoyens et citoyennes de notre ville continuent à donner à manger aux pigeons. Tant que ces volatiles seront attirés par la nourriture que nous leur distribuons, ils ne cesseront de fréquenter nos lieux d'habitation et de les salir.

La proposition PR-537 offre donc des solutions disproportionnées et inadéquates à un problème certain, mais pas aigu, en ville de Genève. Les autres mesures pratiquées ici et ailleurs, telles que l'effarouchement, l'abattage ou la distribution d'Ornistérial sont encore moins souhaitables pour nous, car ces techniques présentent le grand désavantage, parmi d'autres, en visant sans discernement les volatiles, de mettre en péril des oiseaux d'espèces protégées, comme certains prédateurs et certaines espèces de pigeons autres que le pigeon biset.

Venons-en à l'objet de notre motion. Du travail en commission est ressortie la recommandation que priorité soit donnée à la mise sur pied d'une campagne d'information et de sensibilisation menée par des ornithologues auprès des habitants et habitantes de notre ville, afin de les inciter à ne plus nourrir les pigeons. Nous constatons à Genève que beaucoup de citoyens donnent à manger aux pigeons et à d'autres oiseaux, tels que canards et cygnes, ignorant souvent qu'ils contribuent ainsi à augmenter leurs effectifs et, par conséquent, les risques de nuisances.

Nous estimons que cette mesure doit être prioritaire sur toute autre. En effet, d'une part, toute autre mesure restera inefficace tant que les pigeons continueront à être nourris, d'autre part, cette campagne d'information et de sensibilisation menée avec succès suffira peut-être à réguler, voire à diminuer leur nombre. Cette mesure présente donc de nombreux avantages. Elle est concrète et elle ne nécessite pas d'étude sur les pigeons. Elle s'appuie sur la prévention et l'information, amenant un gain de connaissances sur notre rapport à la faune sauvage ou semi-sauvage. Elle est douce et moins coûteuse que toute autre mesure.

Cette mesure s'inscrit dans la durée, puisqu'elle entend inciter les citoyens et citoyennes à modifier leur comportement, ce qui entraînera peut-être un changement de comportement des pigeons eux-mêmes. Cette méthode présente enfin l'avantage de pouvoir s'appliquer également aux autres populations aviaires nourries par les citoyens et citoyennes de notre ville, telles que les corneilles, les canards et les cygnes.

Pour toutes ces raisons, nous vous invitons, Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, à refuser la proposition PR-537 et à renvoyer cette motion M-739 au Conseil administratif.

Préconsultation sur la motion préjudicielle

M^{me} Hélène Ecuyer (AGT). Je me prononcerai sur la motion préjudicielle. A mon avis, cette motion est un apport complémentaire à la proposition PR-537, mais elle n'est pas forcément préjudicielle. Il est utile de l'étudier et je proposerai de le faire avec la proposition PR-537, et non pas spécialement avant. J'interviendrai à nouveau sur la proposition.

M. Jacques Hämmerli (UDC). Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux, ainsi que la préopinante vient de le dire, cette motion n'est pas, à notre sens, préjudicielle. De plus, les objectifs de cette motion peuvent parfaitement être énoncés en commission des travaux lorsqu'elle traitera la proposition PR-581 pour la construction de nouvelles volières au bois de la Bâtie. Il n'est pas nécessaire que le Conseil municipal consacre du temps, qui est de l'argent, à ce genre d'objet.

En résumé, les pigeons de cette motion des Verts sont les contribuables de la Ville de Genève, Ville dont la dette atteint 1,715 milliard de francs, je vous le rappelle.

M^{me} Christine Camporini (R). Nous nous rallierons à la motion préjudicielle, parce que nous estimons qu'elle est beaucoup plus raisonnable que la pro-

position PR-537. En effet, la solution présentée dans cette proposition est disproportionnée et nous ne voyons pas très bien à quoi il servira de compter les pigeons pour faire avancer le débat. A notre avis, le mieux à faire est d'informer la population sur les problèmes liés aux pigeons, sur la façon de se comporter face à eux et sur la nourriture qu'on leur donne ou qu'on ne leur donne pas.

M^{me} Annina Pfund (S). Pour le groupe socialiste, le fait de voter la motion préjudicielle n'entrave en rien la proposition PR-537. Je pense que l'une va très bien avec l'autre. Nous pourrions voter la motion, mais si c'est pour refuser ensuite la proposition PR-537, nous ne voterons pas cette motion.

M^{me} Florence Kraft-Babel (L). Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux, nous les libéraux, nous nous rallierons, à la suite de l'intervention de M^{me} Pictet, à la motion préjudicielle. Nous estimons, comme les Verts, que la mesure présentée dans la proposition PR-537 n'est pas adaptée au problème que l'on veut traiter – non que le problème en soi n'existe pas.

A l'évidence, le principal malheur, avec les pigeons, c'est qu'ils aiment les humains. Ces oiseaux s'en approchent, ils aiment les façades, ils aiment les statues et, comme nous aimons également les façades et les statues, nous avons une relation à régler les uns avec les autres...

Mais les mesures qui sont là proposées, peut-être sans consultation des ornithologues, ne nous apparaissent pas tout à fait adéquates pour résoudre le problème tel qu'il devrait l'être. En effet, le dénombrement des pigeons, outre l'intérêt qu'il peut offrir, nous paraît extrêmement fastidieux. Imaginez-vous ce que représente compter des pigeons? (*Rires.*) J'avais appris à compter les moutons, et encore faut-il séparer les blancs des noirs...

Dénombrer des pigeons, lorsque vous savez qu'un couple peut avoir douze enfants par année et que, tous les dix-huit jours, il peut y avoir un nouveau pigeon, nous ne voyons pas très bien comment arriver pratiquement à ce résultat... En outre, une somme de 80 000 francs pour former des bénévoles nous paraît largement excessive, alors que nous pourrions confier ce travail à des spécialistes, qui auront autrement plus de supports pour régler le problème.

Raison pour laquelle l'idée de faire appel à une association d'ornithologues est parfaitement raisonnable. Elle est, évidemment, la meilleure et la plus simple des mesures, mais c'est celle à laquelle on n'avait pas pensé. En tous les cas, le rapport ne fait pas mention – à moins que j'aie mal lu – d'une information large auprès de la population afin qu'elle cesse de nourrir les pigeons. C'est pourtant

Proposition: pigeons

la mesure la moins coûteuse et la plus efficace pour éviter la prolifération de ces volatiles.

En revanche, nous voudrions déposer un amendement. Il consiste à demander que les mesures soient mises sur pied non seulement en association avec des ornithologues, mais en collaboration avec l'Association des communes genevoises (ACG), tant il est vrai que pigeon vole et que ce n'est peut-être pas uniquement en s'attachant à la seule Ville de Genève que nous réglerons efficacement le problème:

Projet d'amendement

«Le Conseil municipal demande au Conseil administratif de mettre sur pied, en association avec des ornithologues et l'Association des communes genevoises (ACG), une consultation...»

En outre, s'il faut arriver devant le Conseil municipal avec des propositions concrètes sur certains bâtiments, nous serions plus intéressés à voir que certains édifices qui nous sont chers et certaines statues sont protégés de manière ciblée et efficace des pigeons en question.

Raison pour laquelle nous déposons cet amendement sur votre bureau, Monsieur le président, et nous vous invitons, Mesdames et Messieurs, à voter la motion préjudicielle des Verts.

Le président. J'ai un petit problème: pour certains, cette motion est préjudicielle mais, pour d'autres, elle ne l'est pas. Pour éclaircir le mystère, je vous propose de voter sur sa préjudicialité.

Mise aux voix, la préjudicialité de la motion M-739 est acceptée par 40 oui contre 30 non.

Mis aux voix, l'amendement de M^{me} Kraft-Babel à la motion M-739 est accepté à la majorité (opposition de l'Union démocratique du centre et abstention du groupe socialiste).

Mise aux voix, la motion M-739 amendée est acceptée par 40 oui contre 23 non (9 abstentions).

Elle est ainsi conçue:

MOTION

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif de mettre sur pied, en association avec des ornithologues et l'Association des communes genevoises

ses (ACG), une large campagne d'information et de sensibilisation sur le thème du pigeon et des autres volatiles en milieu urbain nourris par l'homme (canards, cygnes, etc.), afin de dissuader les citoyennes et citoyens de leur distribuer de la nourriture, car cela contribue à l'accroissement de leurs effectifs et des nuisances qui en découlent.

Le Conseil administratif est chargé de présenter un projet d'arrêté ou de prendre une mesure.

Le président. Nous passons maintenant au traitement du rapport PR-537 A.

M^{me} Annina Pfund, présidente de la commission Agenda 21 (S). Je voudrais remercier particulièrement les services qui se sont déplacés ce fameux jour du 18 avril 2007, une séance particulièrement houleuse au sein de la commission Agenda 21 pour traiter des pigeons. Je veux vraiment réitérer mes remerciements à la responsable du Service de l'environnement et des espaces verts (SEVE), qui a abordé toutes les questions avec beaucoup de respect.

M^{me} Hélène Ecuyer, rapporteuse (AGT). Mesdames et Messieurs, vous mettez quatre personnes autour d'une table pour parler des pigeons et vous avez six avis différents et six solutions différentes... La solution d'une personne sera forcément meilleure que celle de son voisin. Les questions sur les pigeons sont cycliques et elles restent souvent sans réponses convaincantes.

Nous avons ici une proposition du Conseil administratif qui est loin de satisfaire la majorité. Certains seraient d'accord pour faire l'étude sans les pigeonniers, d'autres pour des pigeonniers sans faire d'étude. La solution n'est pas encore là, pas plus qu'elle ne le sera quand nous débattrons du Grand Théâtre un peu plus tard dans la soirée...

Comme je vous l'ai déjà dit, ce problème est cyclique et nous l'avons déjà maintes fois traité dans cette enceinte. Aujourd'hui, nous avons enfin une proposition concrète, alors votons-la!

Premier débat

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Mesdames et Messieurs, ce n'est pas un problème urbain anodin. C'est un problème de santé publique, d'hygiène publique... Les pigeons ne transmettent pas la grippe aviaire – il faut

Proposition: pigeons

rassurer la population – en revanche, on le sait depuis le XIX^e siècle, les fientes des pigeons peuvent donner un certain nombre de maladies aux êtres humains. Vous avez certainement autour de vous des amis, des membres de vos familles qui ont eu des maladies certes pas mortelles, mais assez graves, qui s'attrapent à cause de la fiente de pigeon qu'on peut trouver, comme l'a dit M^{me} Kraft-Babel, sur les monuments, les statues ou nos balcons.

Par conséquent, il ne faut pas prendre ce problème des pigeons à la légère. Si vous n'acceptez pas cette proposition du Conseil administratif, on laissera alors croître la population des pigeons et des pigeons en ville de Genève... (*Remarque.*) Oui, des pigeons aussi! (*Rires.*) Il y a maintenant 52% de femmes dans ce Conseil municipal et je suis obligé de suivre les recommandations de mon excellente collègue socialiste... (*Exclamations et rires.*)

Le président. Bien, si la volière municipale voulait se tenir un peu tranquille...

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Je ne veux pas d'ennuis avec les femmes socialistes...

Une voix. Et les autres?

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Les autres, on en parlera tout à l'heure... (*Rires.*) Je crois qu'une large information, comme l'ont faite certaines villes, demandant à la population de ne pas nourrir les pigeons est une bonne chose. C'est de la prévention. En revanche, à la différence de ce qui se passe avec les crottes de chiens, il n'y aura pas de sanctions, à moins que mon collègue Maudet donne des ordres à la sécurité municipale pour sanctionner ceux qui nourriront les pigeons.

Mais je pense que cette information sera inefficace, Madame Pictet. Vous le savez, on en parle dans les commissions, nos agents municipaux (AM) le disent et je l'ai moi-même constaté, ce sont souvent les personnes âgées qui, dans les parcs, donnent à manger aux pigeons. On leur dit de ne pas le faire, parce que, dans les villes, les oiseaux et autres animaux ont suffisamment de nourriture et ne meurent jamais de faim. Je pense que cette campagne d'information, c'est peine perdue. C'est un vœu pieux, chère Madame Pictet... Vous pouvez vivre de vœux pieux, mais, à mon avis, il n'y aura pas de conséquences.

Pourquoi donc le Conseil municipal et le Conseil administratif ont-ils, lors du vote du budget de 2005, le 4 décembre 2004, pris la décision, heureuse à mon

avis, d'interdire les graines contraceptives Ornistérial? Je le rappelle pour ceux qui ne connaissent pas bien ce dossier et pour ceux qui nous écoutent devant leur téléviseur: ces graines sont extrêmement dangereuses pour la chaîne alimentaire.

En effet, elles ne sont pas uniquement mangées par les pigeons, elles peuvent l'être par d'autres espèces, les moineaux, par exemple. Les écolos nous ont donné une gentille leçon tout à l'heure et ils savent mieux que quiconque que les moineaux, très utiles dans la chaîne alimentaire, sont malheureusement en voie de disparition. Or ces graines les rendent stériles.

Vous connaissez aussi les conséquences de certains médicaments destinés aux humains pour les eaux du lac. Vous avez lu les rapports de certaines associations comme Pro Natura... Mais oui! Vous opinez du chef, j'espère que vous m'approuvez... Il y a des conséquences sur les eaux qui rendront peut-être aussi les êtres humains stériles. Votre Conseil et le Conseil administratif ont décidé d'interdire les graines Ornistérial par respect pour l'environnement, la chaîne alimentaire, et c'est une bonne chose.

Mais avec une telle décision, il faut aussi savoir, au niveau politique, quelles armes pacifiques nous prenons pour enrayer la prolifération de ces pigeons, puisqu'ils se développent de plus en plus dans les villes, et chez nous, à Genève. J'aimerais faire une petite incise, parce que j'en ai discuté dernièrement avec une lectrice qui écrit souvent sur les pigeons dans la *Tribune de Genève*. Je crois l'avoir convaincue. La Ville de Genève ne s'est jamais «amusée» – ce serait vraiment inqualifiable – à tirer sur les pigeons dans les parcs. On m'a prêté la mauvaise intention d'avoir donné des ordres dans ce sens à la place des Alpes. Nous ne le ferons jamais.

Comment faire alors? Pour connaître l'état sanitaire des pigeons, il faut opérer un repérage et savoir combien il y en a. Quand j'entends certains d'entre vous, j'ai l'impression que vous n'êtes pas au courant de ces enjeux-là. Si nous ne connaissons pas véritablement le nombre de pigeons en ville de Genève ni quelles sont leurs habitudes, nous ne pourrions pas prendre des mesures efficaces, les ornithologues nous le disent.

Sommes-nous plus malins que les Zurichois, les Bâlois, les Bernois? Sommes-nous plus malins que la plupart des villes allemandes, où, souvent, les Verts partagent le pouvoir avec le Parti social-démocrate, comme à Berlin, où ils ont fait exactement ce que nous vous proposons ce soir? Alors, si vous êtes plus malins, meilleurs spécialistes... M^{me} Ecuyer a raison de le dire, derrière chacun et chacune d'entre vous, il y a très souvent un grand spécialiste de la faune et de la flore!

Je veux bien, mais, en l'occurrence, je reconnais que je m'en remets pour ma part à des ornithologues, à des scientifiques, qui s'appuient sur des constatations vérifiées, sur une expérience. C'est sur cette base que nous prenons des décisions

Proposition: pigeons

politiques intelligentes pour enrayer l'accroissement des pigeons – et non pour les faire disparaître. Cet accroissement nous gêne et il coûte à la Ville de Genève – vous l'avez dit, Madame Kraft-Babel – puisque ces animaux, amis de l'homme peut-être, dégradent notre patrimoine d'année en année.

Nous avons donc proposé de compter ces pigeons et, comme dans certaines villes de Suisse, de construire des pigeonniers. J'ai entendu qu'un pigeonnier coûterait 100 000 francs... Je crois parler français et quand on écrit: «Construction des pigeonniers: 110 000 francs», c'est au pluriel, ce n'est pas au singulier! Les pigeonniers permettent de rassembler les pigeons, dont l'instinct grégaire est très fort, et de mieux contrôler la ponte, en faisant disparaître un certain nombre d'œufs. Bien évidemment, comme à Bâle, des bénévoles seront aussi chargés de cette tâche.

Des oiseaux de proie pourront effrayer les pigeons les plus faibles, et non pas les détruire systématiquement. A cet égard, j'ai lu toutes sortes de sottises dans la presse. Des personnes s'offusquaient, disant que ce n'était pas possible de laisser ces oiseaux de proie tuer les pigeons... Mais, Mesdames et Messieurs, nous ne pouvons pas plaquer notre logique humaine... (*Des conseillers roucoulent. Rires*) Nous ne pouvons pas plaquer notre logique humaine sur le monde animal, sinon nous supprimerions, en tant que démocrates et républicains, les reines dans les ruches! A un moment donné, il faut être un peu logiques et se dire qu'il y a quand même la régulation de la nature. Connaître véritablement les us et coutumes de cette population de pigeons, c'est aller dans ce sens-là. Ainsi, nous trouverons de bonnes solutions.

Mesdames et Messieurs, comme l'ont dit beaucoup de spécialistes, dont M^{me} Cottu, lors des auditions de la commission – M^{me} Ecuyer a eu l'honnêteté et le courage de le relever – je pense que cette proposition PR-537 est la solution la plus respectueuse de l'environnement. Si vous la refusez, le Conseil administratif n'aura rien d'autre à vous proposer et les populations de pigeons continueront à se développer. Madame Kraft-Babel, protéger le patrimoine avec des filets ou d'autres moyens coûtera trois fois plus cher.

Je vis dans un immeuble où il y avait énormément de pigeons. La régie a fait mettre un filet de protection dans la cour et elle m'a confirmé que cela avait été très coûteux. Si vous voulez faire pareil sur les 500 bâtiments du patrimoine de la Ville de Genève, M^{me} Salerno aura des raisons de s'arracher les cheveux, parce que nous demanderons un crédit extraordinaire et faramineux au Conseil municipal. Je préfère donc des solutions comme cette proposition. Elles sont pour l'instant moins chères.

M^{me} Anne Pictet (Ve). Je voudrais répondre à M. Tornare. Notre motion M-739 et mes propos de tout à l'heure reposent sur une certaine dose de bon

sens et le constat que les habitants nourrissent les pigeons, mais avant tout sur les nombreuses auditions auxquelles les deux commissions ont procédé. En effet, la majorité, voire la totalité des personnes entendues, toutes expertes en la matière, ont parlé de l'importance prioritaire de cette mesure, à savoir la mise sur pied d'une campagne de sensibilisation, et du fait que, sans cette mesure, toutes les autres n'auraient d'effets que limités. Je me réfère aux rapports de ces commissions, puisque je n'ai pas assisté à leurs séances, et je me demande si nous ne devons pas tenir compte des propos entendus lors des auditions. Sinon, en fin de compte, à quoi sert le travail des commissions?

Vous comparez la situation de Genève à celle de Bâle, Zurich ou d'autres villes et j'ai lu qu'un professeur de biologie bâlois, ancien président de la Société protectrice des animaux de Bâle, a fait une étude qui lui a permis de constater que le seul problème est la nourriture des pigeons. Cela figure en tout cas dans le rapport qui nous a été distribué. Dès lors, la seule solution est d'inciter les habitants et habitantes à cesser de les nourrir.

D'autre part, au sujet du crédit de 110 000 francs, je ne fais que me référer à M^{me} Cottu, à qui on a posé la question. J'ai lu le rapport de très nombreuses fois: elle parle d'un pigeonnier et qu'il faudrait voir pour en construire d'autres. Vous mentionnez l'intérêt de dénombrer les pigeons et j'ai lu dans le rapport que nous avons une idée approximative de leur nombre, soit sur le canton, soit sur la ville.

A propos de campagne de sensibilisation, vous dites que vous doutez des effets et du succès de ce genre de campagne d'envergure. Or je citerai en substance votre réponse de ce printemps à la motion de la commission sociale et de la jeunesse. Vous avez dit que vous aviez déjà entrepris une campagne d'information, en posant des panneaux près des locaux du SEVE et que des habitants et habitantes avaient fait preuve de civilité, que cela s'était très bien passé. Ils avaient suivi les consignes. Je me suis tenue à vos propos et à tout ce que j'ai lu, et nous en avons conclu que c'était vraiment la meilleure solution.

Quant aux personnes âgées, il nous semble effectivement difficile de les faire changer de comportement, tant leurs habitudes, importantes pour elles, sont ancrées. Mais si nous pouvions au moins, de manière préventive et à long terme, informer la population pour que ces pratiques ne se transmettent pas de génération en génération, cette idée ne traverserait plus l'esprit des personnes âgées de demain en mal de contacts ou d'activités et qui auraient l'envie de nourrir ces pigeons.

Enfin, vous nous reprochez de «plaquer» notre logique sur le monde animal. Or c'est justement ce que nous souhaitons éviter dorénavant. Nous voulons faire comprendre à une large population que la présence des pigeons n'est pas un phénomène totalement naturel du fait qu'ils ne sont pas dans leur habitat naturel en

ville de Genève. Dès lors, il est totalement artificiel d'entretenir leur présence en les nourrissant.

Pour toutes ces raisons, nous insistons sur la priorité d'une campagne de sensibilisation et sur l'inutilité de toute autre mesure sans, au préalable, passer précisément par cette campagne de sensibilisation.

M. Alexandre Wisard (Ve). Chers collègues, je ne voulais pas trop insister, le débat est tellement important ce soir. Mais les propos de notre spécialiste, docteur en «pigeonnologie», M. Tornare, nous poussent quand même à réagir, parce qu'il dit deux ou trois choses assez énormes à mon avis.

J'aimerais quand même rappeler que c'est la Ville de Genève qui a initié l'usage de cet Ornistéril, il y a maintenant une vingtaine d'années. Son prédécesseur, M. Segond, a lancé l'idée et M. Rossetti l'a prolongée. A vous entendre, j'ai l'impression qu'il s'agit de deux dangereux criminels qui ont balancé dans l'environnement naturel des substances hautement toxiques!

De là à dire que ce produit est responsable de la pollution des eaux, j'ai lu comme vous les rapports de la CIPEL (Commission internationale pour la protection des eaux du Léman) et je ne pense pas que les graines de maïs traitées avec cet Ornistéril soient responsables de ce phénomène.

J'insiste sur la motion M-739 que vous avez acceptée. Cette sensibilisation a tout son sens, parce que non seulement nous réussirons peut-être à limiter, à contrôler les populations de pigeons, mais également celles de corneilles. On parle très peu des corneilles, mais je peux vous dire qu'en matière de biodiversité urbaine, c'est un sacré problème, parce qu'elles sont autrement plus intelligentes et sociables que les pigeons, les corneilles!

Enfin, nous limiterons peut-être le nombre de rats. Nous n'en avons pas parlé, mais la prolifération des rats en ville de Genève, c'est essentiellement un problème de nourriture. On nourrit les cygnes, les canards, les pigeons et, en fait, on nourrit les rats et les corneilles. C'est assez contre-productif.

Je terminerai en disant que vouloir dépenser 146 000 francs d'étude préliminaire et de formation pour les bénévoles me paraît largement exagéré. Je signalerai simplement que le comptage des oiseaux sur le lac Léman, dans le cadre des campagnes OROEM, est effectué par des centaines de bénévoles. Je sais bien que la Ville de Genève a beaucoup d'argent, mais c'est vraiment se moquer du monde que d'en dépenser autant...

Nous resterons donc sur nos conclusions et nous refuserons cette proposition.

M^{me} Annina Pfund (S). Le groupe socialiste votera cette proposition PR-537 après avoir entendu les explications extrêmement intéressantes et précises du magistrat. Nous avons déjà voté la motion préjudicielle, parce que nous ne voyons aucun problème à la mise en œuvre de la proposition PR-537 et, en même temps, à la diffusion d'une information destinée à la population. Pour ma part, j'habite dans un endroit où des gens nourrissent beaucoup les pigeons et les pigeonnnes et il faut dire que c'est effectivement très désagréable pour les passants, surtout pour les enfants.

Le groupe socialiste regrette le refus de cette proposition par la commission et il invite le plénum à la voter pour utiliser l'argent et construire des pigeonniers – comme c'est bien écrit au pluriel dans le rapport.

M^{me} Hélène Ecuyer (AGT). Quand je parlais tout à l'heure de plusieurs solutions pour éliminer les pigeons, réduire leur nombre, les chasser des fenêtres et des balcons, il y a trente-six solutions. A côté de chez moi, lorsqu'un appartement est inoccupé pendant quelques mois, des pigeons viennent tout de suite y nicher. On met des petites piques en métal sur le bord des balcons, mais les pigeons peuvent quand même venir, parce qu'ils volent et passent par-dessus!

Il y a aussi une solution qui devrait plaire aux écologistes, puisqu'elle permet de recycler les CD-ROM et les DVD: on les suspend à son balcon ou à sa fenêtre et ils font fuir les pigeons. Malheureusement, cela ne fait pas seulement fuir les pigeons, mais cela peut éblouir les voisins, ce qui dérange. Il faut donc trouver des solutions qui conviennent à tout le monde.

Certains ont parlé des corneilles. Elles sont également un fléau et vous ne les effarouchez pas avec un chat, ni en allant vers elles. Elles n'ont pas peur de vous et elles font des actes de vandalisme dans les parcs, elles vident les corbeilles... (*Brouhaha.*) On accuse alors des jeunes, des chiens errants, ou je ne sais quoi. Les corneilles sont intelligentes et agressives.

Il faut donc trouver des solutions non seulement pour les pigeons, mais également les rats, les corneilles, et pour je ne sais encore quel animal envahissant en ville. Nous avons ici une proposition pour les pigeons, acceptons-la et regardons si, en appliquant la motion M-739 à la lettre, c'est-à-dire en empêchant absolument de nourrir les pigeons, nous arriverons à un résultat!

Mais il faut faire quelque chose, parce que, depuis des années, ces propositions reviennent constamment dans cette enceinte et nous devons tout le temps les étudier pour trouver des réponses. Les réponses apportées jusqu'à maintenant n'ont pas été valables, essayons alors de faire autrement! L'information n'a pas apporté grand-chose...

M^{me} Florence Kraft-Babel (L). Mesdames et Messieurs les conseillers et conseillers municipaux, tout comme M^{me} Ecuyer, nous sommes préoccupés de la question des pigeons. Toutefois, nous ne voterons pas cette proposition PR-537. Non pas parce que nous ne pensons pas qu'il faille faire quelque chose, mais parce que cette proposition-là, au prix auquel elle nous est amenée, ne nous paraît pas susceptible de résoudre le problème avant – comme l'a dit très justement M^{me} Pictet – que des mesures sérieuses de sensibilisation de la population soient prises pour que l'on cesse une fois pour toutes de nourrir les pigeons en ville de Genève! Rien ne peut sérieusement se construire avant que cette mesure-là – peut-être la moins coûteuse, en tout cas certainement le préalable nécessaire à toute autre mesure – soit prise en compte.

Nous saluons la préoccupation du magistrat à propos des mesures de salubrité publique. Je vous signale qu'une interpellation urgente a été déposée au Grand Conseil il y a fort peu de temps par M. Eric Leyvraz. Dans sa réponse, le conseiller d'Etat M. Unger nous rassurait sur le plan Osiris, un plan qui prend en compte tous les dangers de grippe aviaire et les mesures qui seraient adoptées non seulement pour les pigeons, mais pour les canards et autres animaux concernés par ce danger.

Au sujet du crédit de 110 000 francs pour la construction des pigeonniers, je lis simplement le rapport. M^{me} Cottu nous dit clairement que les expériences menées à Bâle avec la construction des pigeonniers ne mènent qu'à une diminution de 7 à 10% de la population des pigeons. C'est pourquoi, hélas, nous ne pouvons pas compter prioritairement sur cette mesure, quand bien même nous ne disons pas qu'elle soit inutile.

En outre, les expériences bâloises nous montrent que la localisation des pigeonniers est importante pour les villes, à savoir que si vous mettez des pigeonniers en plein centre-ville, vous ne protégerez pas d'un coup les façades. Il s'agirait plutôt de placer ces pigeonniers en dehors de ville, raison pour laquelle nous avons amendé la motion préjudicielle. Nous souhaitons qu'une étude soit portée entre les communes pour tâcher de trouver une solution un jour ou l'autre à cette problématique.

Nous sommes un peu déçus si vous pensez que le Conseil administratif estime ne pas pouvoir revenir devant nous avec une autre proposition, à la suite d'une étude réalisée par des spécialistes, tels les ornithologues, comme nous le demandons ce soir. Nous espérons vivement que le refus de cette proposition PR-537 ne marquera en aucune façon l'arrêt, pour le Conseil administratif, d'une recherche sur ce sujet-là et que nous arriverons à des propositions peut-être moins coûteuses mais plus efficaces, ou plus coûteuses mais alors plus efficaces. Les libéraux les voteront à ce moment-là.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Monsieur Wisard, je vous ai connu quand même plus prudent en tant que Vert... Vous dites que M. Segond et M. Rossetti, mes deux prédécesseurs, n'ont pas été des criminels lorsqu'ils ont accepté la distribution de ces graines contraceptives Ornistériel. Tout à l'heure, à 17 h, je ne sais pas si vous étiez là, j'ai parlé des bâtiments scolaires qui contiennent de l'amiante. Ai-je dit que mes deux prédécesseurs Segond et Rossetti étaient des criminels parce qu'ils avaient laissé construire des écoles avec de l'amiante? (*Protestations.*)

Vous niez – et cela m'étonne pour un écologiste – les progrès de la science. En effet, ce que M. Segond ignorait dans les années 1980 et M. Rossetti dans les années 1990, nous le savons maintenant grâce aux progrès de la science: ces graines sont dangereuses! Cela m'étonne de la part de quelqu'un qui travaille dans le département de l'excellent conseiller d'Etat et aux Etats Robert Cramer... (*Exclamations.*) Franchement, il y a quand même là quelque chose qui m'étonne...

S'agissant des campagnes d'information, on voit avec quelles difficultés notre collègue Pierre Maudet essaie de convaincre les propriétaires de chien d'être un peu plus civils. Madame Kraft-Babel, suffira-t-il de demander aux personnes de cette ville – qui ne sont pas propriétaires des pigeons – de s'autodiscipliner pour ne plus donner à manger aux pigeons? Mais vous rêvez! Et surtout s'il n'y a pas de sanctions... Va-t-on infliger des amendes de 400, 600 francs aux personnes âgées, notamment, qui nourrissent chaque jour les pigeons?

Cela dit, Madame Pictet, pour vous rassurer, je suis conscient qu'on peut quand même aussi accroître ces campagnes d'information. Que vous votiez ou pas la proposition, j'ai nommé un groupe de travail au sein de mon département, avec un ancien conseiller municipal qui était, lui, très attentif à ces questions d'hygiène publique et qui les prenait au sérieux, Roman Juon. Ce groupe de travail sera chargé de développer l'information en ville de Genève. Je le ferai, je le répète, que vous votiez ou pas cette proposition, parce que je suis d'accord, c'est une question de salubrité publique.

Les rats, les corneilles... Les rats sont plus souterrains, les corneilles sont plus spatiales et les pigeons vont sur nos balcons. Ils nous côtoient, ils cohabitent d'une manière heureuse ou malheureuse avec nous, comme je l'ai dit dans mon introduction. Madame Kraft-Babel, vous êtes membre de la Fondation du Grand Théâtre, si ma mémoire est bonne. Vous avez vu avec quelles difficultés la Ville de Genève essaie de convaincre les communes de participer au financement du Grand Théâtre, ou au financement de la petite enfance dans ce canton. Croyez-vous qu'elles se mettront d'accord sur les pigeons? (*Protestations.*) Mais là, vous me prenez vraiment pour une corneille...

Deuxième débat

Mises aux voix, les conclusions de la commission demandant le refus de l'arrêté sont refusées par 40 non contre 32 oui (1 abstention).

Le président. L'arrêté du Conseil administratif est donc accepté...

Il est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 161 000 francs destiné à l'étude de la population de pigeons en ville de Genève.

Art. 2. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 110 000 francs destiné à la construction de pigeonniers en ville de Genève.

Art. 3. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue aux articles premier et 2 au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 271 000 francs.

Art. 4. – La dépense prévue à l'article 2 sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève dès l'année suivant la mise en exploitation, soit de 2007 à 2016.

M. Alexis Barbey (L). Monsieur le président, je suis désolé, il y a eu une confusion à l'intérieur du vote libéral et je demande par conséquent un troisième débat.

Le président. Etes-vous suivi, Monsieur le conseiller municipal? Nous allons voter...

Mis aux voix, le troisième débat est accepté par plus du tiers de l'assemblée.

Le président. Si nous avançons bien dans l'ordre du jour, le troisième débat aura lieu demain...

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Non, on vote sur-le-champ!

Le président. Le troisième débat doit avoir lieu lors d'une prochaine séance. Si vous avancez dans l'ordre du jour demain, nous le ferons, sinon ce sera en janvier. (*Brouhaha.*)

4. Rapport de la commission de l'aménagement et de l'environnement chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 12 septembre 2007, sur demande du Département du territoire, en vue de l'approbation du projet de cartes des surfaces inconstructibles au bord des cours d'eau, prévue à l'article 15 de la loi sur les eaux, du 5 juillet 1961 (LE, L 2 05) (PR-572 A)¹.

Rapport de M^{me} Diana Duarte Rizzolio.

La commission de l'aménagement et de l'environnement s'est réunie le 30 octobre 2007, sous la présidence de M^{me} Alexandra Rys, pour étudier cette proposition. Les notes de séance ont été prises par M. Christophe Vuilleumier.

La commission a auditionné M^{me} Anne-Marie Huismans, coordinatrice de bassin du Service cantonal de la planification de l'eau, et M. Gilles Doesseger, adjoint de direction auprès du Service d'urbanisme de la Ville de Genève.

¹ Proposition, 1509.

Présentation de la proposition et historique

Cette proposition concerne le projet de carte des surfaces inconstructibles, prévue à l'article 15 de la loi sur les eaux, du 5 juillet 1961 (LE, L 2 05), qui est appelée à remplacer le plan N° 27014/600, dont l'adoption remonte à 1975. Elle se compose de 115 plans, de format A2 à l'échelle 1:5000, dont quatre concernent le territoire de la Ville de Genève.

La procédure d'adoption de cette nouvelle carte suit la procédure prévue par la loi générale sur les zones de développement (LGZD, L 1 35) pour les plans localisés de quartier. Une enquête publique s'est déroulée du 27 août au 25 septembre 2007. L'enquête technique, dans la cadre de laquelle tous les services concernés de l'Etat, les communes et les commissions ont été consultés, s'est déroulée dans le courant des mois de mai et juin 2007. Sur tout le canton, 27 observations ont été relevées.

L'objectif poursuivi est de s'assurer que les cours d'eaux remplissent leurs fonctions hydrauliques, biologiques et sociales. Pour cela, ils doivent bénéficier d'une surface dépourvue de toutes constructions, afin notamment d'assurer le passage de la faune et l'écoulement des crues.

M. Doessegger a relevé lors de la présentation de cette proposition que ce dossier a été intégralement piloté par le Domaine de l'eau, qui a fait un travail considérable. C'est donc M^{me} Huismans qui a présenté à la commission les détails de la proposition.

Description de la carte des surfaces inconstructibles

Cette carte, qui porte sur une très large partie du territoire cantonal, se présente sous la forme d'un ensemble de 115 cartes de format A2 au 1:5000, indiquant la position du cours d'eau ainsi que la surface inconstructible résultante au 1^{er} janvier 2007 (les cours d'eau ont une limite fluctuante, la surface inconstructible se déplace avec le cours d'eau).

Les cartes comprennent les cours d'eau déjà répertoriés en 1975 et bénéficiant d'une distance de construction selon le plan N° 27014/600, pour lesquels la surface inconstructible reste inchangée, sauf exceptions. Elles comportent également les nouveaux cours d'eau, complétés avec le réseau hydrographique adopté le 13 décembre 2006, selon la carte des cours d'eau annexée à la loi cantonale sur les eaux. Ces nouveaux cours d'eau obtiennent ainsi une surface inconstructible de 10, 30 et 50 m avec la même logique que le plan N° 27014/600 établi en 1975. Les cours d'eau mis sous terre depuis 1975 perdent la surface inconstructible selon le plan N° 27014/600.

La détermination de l'espace minimal cité à l'alinéa 2 de l'article 15 et qui fait l'objet d'une méthodologie établie par le Département du territoire (DT) sera

étudiée au fur et à mesure sur les différents cours d'eau. Lorsque ces espaces sont plus grands que les surfaces inconstructibles, des plans de site ou plans de protection seront établis.

La majorité des cours d'eau bénéficient d'ores et déjà d'une protection, matérialisée par une distance de construction de 30 m. Seules les grandes rivières telles que le Rhône, l'Arve, etc., bénéficient de 50 m. Pour quelques petits ruisseaux, cette distance est de 10 m, et il en est de même lorsque le Rhône et l'Arve passent en centre-ville. Pour l'établissement des surfaces inconstructibles des nouveaux cours d'eau, la même logique a été adoptée.

Discussion

Une commissaire d'A gauche toute! (AGT) se demande ce qu'il en est des bâtiments déjà construits en dessous des distances inconstructibles prévues. M^{me} Huismans répond que ces bâtiments ont un droit acquis total.

Un commissaire des Verts demande ce qu'il en est si un cours d'eau est détérioré. M^{me} Huismans répond que cela fait l'objet d'une négociation. Elle mentionne que ce cas s'est présenté à Satigny.

Une commissaire d'AGT demande si ces droits sont perpétuels. M^{me} Huismans acquiesce en mentionnant qu'il faut même protéger ces bâtiments contre l'eau. Elle ajoute qu'il est également possible de reconstruire un bâtiment qui serait trop vétuste.

La commissaire d'AGT remarque qu'il y a toute une série de berges inaccessibles. M^{me} Huismans acquiesce.

La commissaire libérale demande si les observations que le service a reçues concernaient le territoire de la Ville. M^{me} Huismans répond par la négative.

Un commissaire socialiste demande ensuite ce qu'il en est des installations qui sont citées dans la loi. M^{me} Huismans répond que ce pourrait être, par exemple, une barrière.

Le commissaire socialiste demande ce qu'il en est si les installations portuaires sont déplacées. M^{me} Huismans répond qu'il y a trois dérogations possibles: intérêt public, amélioration de la situation, utilisation logique.

Le commissaire socialiste demande si l'agrandissement d'une maison est envisageable. Ce à quoi M^{me} Huismans acquiesce.

Un commissaire de l'Union démocratique du centre demande si la loi est cantonale. M^{me} Huismans acquiesce en mentionnant que Genève est l'unique canton qui possède ces surfaces inconstructibles.

Proposition: surfaces inconstructibles au bord des cours d'eau

Une commissaire socialiste demande pourquoi ne pas avoir établi une distance de 50 m pour le nant du Petit-Cayla. M^{me} Huismans répond que le lieu est en zone de bois et forêt, ce qui signifie que l'endroit est déjà inconstructible. Elle ajoute qu'il a donc paru logique d'établir une distance de 30 m.

Une commissaire des Verts demande s'il est possible de créer des quais au bord de l'eau, comme autour de la rade. M^{me} Huismans répond que c'est un cas particulier. Elle ajoute que ce sont les bâtiments qui sont surtout concernés.

La commissaire d'AGT remarque qu'il y a une dérogation possible pour les piscines au bord du lac. M^{me} Huismans précise que cette mesure a été imposée et rappelle toutefois que le lac n'est pas sujet aux débordements comme les cours d'eau. Il s'agit de piscines enterrées.

Une commissaire socialiste signale avoir entendu qu'il y avait des velléités d'aménager les bords de l'Arve, mais elle constate, suite aux exposés, que ce serait donc impossible.

M. Doessegger intervient et mentionne que cette loi vise une préservation de la nature, ce qui est un aspect relativement étranger en Ville de Genève. Il ajoute que le Conseil administratif propose cependant d'adopter cette loi qui n'a que très peu d'implications. Il évoque ensuite les rives de l'Arve et mentionne que la démarche dont a entendu parler la commissaire socialiste vise à évaluer le potentiel de ces rives. Il rappelle, cela étant, qu'il n'est pas question d'ériger des bâtiments sur ces lieux.

Vote de la commission

Mise au vote, la proposition PR-572 est acceptée à l'unanimité des commissaires présent-e-s (3 S, 3 Ve, 2 AGT, 2 UDC, 2 L, 1 R, 1 DC). (*Voir ci-après le texte de l'arrêté adopté sans modification.*)

M^{me} Diana Duarte Rizzolio, rapporteuse (S). Cette proposition PR-572, étudiée par la commission de l'aménagement et de l'environnement, concerne le projet de carte des surfaces inconstructibles prévue à l'article 15 de la loi cantonale sur les eaux, qui est appelée à remplacer le plan des distances de construction, dont l'adoption remonte à 1975.

L'objectif poursuivi est de s'assurer que les cours d'eau remplissent leurs fonctions hydrauliques, biologiques et sociales. Pour cela, ils doivent bénéficier d'une surface dépourvue de toutes constructions afin notamment d'assurer le passage de la faune et l'écoulement des crues.

La procédure d'adoption de cette nouvelle carte suit la procédure prévue par la loi générale sur les zones de développement pour les plans localisés de quartier. Sur tout le canton, 27 observations ont été relevées, aucune en ville de Genève.

La loi cantonale sur les eaux, qui remonte à 1961, a connu deux changements importants en ce qui concerne la constructibilité au bord des cours d'eau, le premier en 1975 et le second en 2002. En 1975, un plan des distances de construction a été annexé à la loi cantonale sur les eaux. Imprimé au 1:25000, ce plan indique avec trois couleurs les différentes distances à observer au bord des cours d'eau, à savoir 10, 30 ou 50 m.

En novembre 2002, la loi a subi d'importantes modifications. L'article 26, «Distances des constructions», a été modifié pour devenir l'article 15, «Surfaces inconstructibles». Cet article mentionne l'existence d'un nouvel outil, la carte des surfaces inconstructibles. Cette carte, qui porte sur une très large partie du territoire cantonal, se présente sous la forme d'un ensemble de 115 cartes au format A2, au 1:5000, dont quatre concernent le territoire de notre ville.

Les plans comprennent les cours d'eau déjà répertoriés en 1975, pour lesquels la surface inconstructible reste inchangée, sauf quelques exceptions. Ils comportent également les nouveaux cours d'eau, complétés avec le réseau hydrographique adopté en décembre 2006. Ces nouveaux cours d'eau obtiennent une surface inconstructible de 10, 30 et 50 m avec la même logique que le plan de 1975. Les cours d'eau mis sous terre depuis 1975 perdent la surface inconstructible.

Sur le territoire de notre ville, les changements par rapport à 1975 sont donc les suivants. Vous l'aurez compris, le passage de l'échelle du plan du 1:25000 au 1:5000 et le découpage selon quatre plans au format A2, au lieu d'un seul précédemment; deux cours d'eau dont les rives sont nouvellement protégées, le nant du Petit-Cayla, un affluent du Rhône, dont la distance de construction est de 30 m, et le nant Manant, un affluent de l'Aire, dont la distance de construction est de 10 m; un cours d'eau dont le périmètre de protection s'est étendu, le nant du bois de la Bâtie, également un affluent de l'Aire, dont la distance de construction de 10 m est complétée selon une distance de 430 m.

De la discussion en commission, il est ressorti que les constructions existantes bénéficiaient en principe de la garantie de la situation acquise. Elles peuvent par ailleurs être rénovées, transformées, agrandies et reconstruites. Egalement toute velléité d'aménager massivement des bords de cours d'eau tels que l'Arve est impossible. C'est donc à l'unanimité que notre commission a accepté cette proposition PR-572.

La parole n'étant pas demandée en premier ni en deuxième débat, l'article unique de l'arrêté est mis aux voix; il est accepté à l'unanimité.

Il est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre k), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu la demande du Département du territoire et sur proposition du Conseil administratif;

vu les objectifs d'aménagement décrits dans le texte et dans la légende des cartes,

arrête:

Article unique. – De donner un préavis favorable au projet de cartes des surfaces inconstructibles au bord des cours d'eau (N° 21-24_01; N° 21-24_02; N° 21-24_03; N° 21-24_04).

Un troisième débat n'étant pas réclamé, l'arrêté devient définitif.

5.a) Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 17 octobre 2007 en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 2 500 000 francs, au titre de subvention extraordinaire, destiné à couvrir les frais relatifs à l'excédent de dépenses de la saison 2007/2008 du Grand Théâtre de Genève (PR-578 A)¹.

Rapport de M. Olivier Fiumelli.

La commission s'est réunie les 13 et 14 novembre 2007, sous la présidence de M. Jean-Marc Froidevaux. Conformément à la décision du Conseil municipal, la commission des arts et de la culture a été invitée à participer aux deux séances traitant de cet objet.

¹ Proposition, 2264.

Les notes de séances ont été prises par M^{me} Paulina Castillo et M. Didier Grosrey.

Note du rapporteur

La proposition PR-578 et la motion M-725 font l'objet de deux rapports. Cependant, la commission des finances et la commission des arts et de la culture ont traité les objets précités de manière simultanée.

Ainsi, l'ensemble des auditions se trouve consigné dans le rapport sur la proposition PR-578. Le rapport concernant la motion M-725 contient, quant à lui, l'audition des motionnaires et le déroulement du vote.

Au nom des deux commissions, le rapporteur remercie tout particulièrement le président de la commission des finances et le Secrétariat du Conseil municipal pour l'organisation de ces deux séances.

Audition du conseil de fondation du Grand Théâtre, représenté par M^{me} Lorella Bertani, présidente, MM. Guy Demole et Guy-Olivier Segond, ainsi que M. Patrice Mugny, maire de la Ville de Genève, chargé du Département de la culture, accompagné de M^{me} Martine Koelliker, codirectrice du département

Plusieurs documents sont distribués aux commissaires, notamment le budget actualisé de la saison 2007-2008 accepté par la fondation le 8 octobre 2007, ainsi que le plan financier quadriennal (PFQ) 2008/2009-2011/2012 et les comptes de la saison 2006-2007.

M^{me} Bertani commente ces documents en rappelant que le rôle et la mission du Grand Théâtre sont définis par les autorités politiques de la Ville de Genève. Ils sont rappelés de façon claire dans l'exposé des motifs de la proposition du Conseil administratif. Le Conseil de fondation est chargé d'exécuter ces missions grâce aux moyens qui lui sont accordés.

Le conseil s'est concentré sur trois axes principaux: les questions relatives au personnel, les questions liées aux finances et les questions juridiques.

Concernant le personnel, la procédure d'engagement du directeur général, du directeur technique et du directeur des ressources humaines (RH) a été lancée et il a été procédé à la régularisation et au transfert de différents postes. En outre, une organisation relative à la santé et à la sécurité du personnel a été mise en place. De plus, des rencontres régulières sont organisées avec les représentants de la commission du personnel et des syndicats. Concernant les finances, les comptes 2006-2007 ont été adoptés, le budget de la saison 2007-2008 a été actualisé et

un PFQ a été élaboré pour la période 2008-2009. Sur les questions juridiques, le conseil a adopté une feuille de route qui consiste à se pencher sur la révision des statuts de la fondation, sur la convention de subventionnement avec la Ville, sur la révision des règlements du personnel avec les partenaires sociaux et sur le protocole d'accord entre le Grand Théâtre et l'Orchestre de la Suisse romande (OSR).

M^{me} Bertani détaille ensuite les comptes de la saison 2006-2007. Le coût total de la saison est de 55 202 000 francs, dont 73% sont des frais fixes et 26,9% des frais variables. Le financement est assuré par la Ville à 64,5%, par l'Association des communes genevoises (ACG) à 2,2% et par le Grand Théâtre à 33,3%. Le déficit pour la saison 2006-2007 se monte à 236 000 francs et est entièrement couvert par le fonds de réserve. Les frais fixes (73%) sont principalement financés par l'argent public; ils couvrent les frais du personnel permanent et les frais généraux et sont, pour l'essentiel, indépendants du nombre de spectacles. Les frais variables (27%) sont intégralement financés par l'argent privé. Ils couvrent les frais de production des spectacles. Les recettes propres du Grand Théâtre représentent 33,3% du coût de la saison. M^{me} Bertani relève que c'est la proportion la plus élevée de tous les opéras examinés par l'audit Sherwood. La part du Grand Théâtre dans le budget de la Ville est de 3,43% en 2007. C'est la part la plus faible des cinquante dernières années.

Sur la base des comptes 2006-2007, le Conseil de fondation a procédé à l'actualisation du budget de la saison 2007-2008, d'une part, en procédant à diverses économies et, d'autre part, en chiffrant la mise en œuvre progressive des recommandations de l'audit Sherwood. Du côté des économies, le conseil de fondation a comprimé divers frais administratifs et a renoncé au second spectacle de Noël, à la reprise d'un ballet, à la programmation d'un concert et à la collaboration avec la Comédie. En outre, un seul opéra sera joué au Bâtiment des Forces-Motrices (BFM) au lieu de deux, afin de limiter les frais de location du BFM. En outre, le conseil de fondation a procédé au chiffrage de la mise en œuvre progressive des recommandations de l'audit Sherwood dans les domaines du personnel et de l'informatique de gestion.

Le coût de la saison 2007-2008 est de 56 731 000 francs, dont 71,3% sont des frais fixes et 28,7% des frais variables. Le financement serait assuré à 67,4% par la Ville, à 2,6% par l'ACG et à 30% par le Grand Théâtre. La demande de crédit extraordinaire est destinée, d'une part, à la mise en œuvre des recommandations de l'audit dans les domaines du personnel et de l'informatique de gestion et, d'autre part, à la compensation de la suppression de l'aide accordée pendant quatorze ans par la Fondation Hans-Wilsdorf.

Sur la base des comptes de la saison 2006-2007 et du budget actualisé de la saison 2007-2008, le conseil de fondation a adopté un PFQ pour la période 2008-2012. Ce plan comprend la mise en œuvre de l'audit et d'importantes mesures de

réduction des coûts (diminution des effectifs professionnels du chœur du ballet – il ne s’agit pas de licenciements mais de départs naturels – réduction des engagements temporaires du plateau et des ateliers, occupation réduite du BFM, optimisation du coût de production et amélioration du planning de production). Ce plan fait apparaître les efforts à consentir par les collectivités publiques, les mécènes et les sponsors pour maintenir à Genève un opéra de notoriété internationale. Il est important que le Grand Théâtre continue de briller et que le personnel qui met tout son cœur à produire des œuvres magnifiques puisse continuer à le faire dans de bonnes conditions. Voilà la demande du conseil de fondation.

Une commissaire d’A gauche toute! adresse une question générale au conseil de fondation concernant le personnel auxiliaire et les heures supplémentaires. Il lui semble qu’il y a un grand nombre d’heures supplémentaires au Grand Théâtre. Le corollaire en est le personnel engagé temporairement et en grand nombre. De quelle manière pense-t-il remédier à cet état de fait?

M. Demole rappelle que, il y a quelques années, la Ville a décidé de ne plus avoir du personnel temporaire et elle les a adjoints en faux temporaires pour 1 045 000 francs au personnel de la fondation. Il reconnaît qu’il y a trop de personnel auxiliaire dans le budget du Grand Théâtre. Chaque année, environ 1 million de francs en personnel supplémentaire sont dépensés en plateau et 1 million de francs de plus en personnel supplémentaire pour les ateliers. Dans le PFQ, il est prévu de diminuer de 30% ce budget (600 000 francs sur 2 millions de francs) sur quatre ans.

M. Mugny ajoute que, anciennement, on était face à une aberration, puisque le Grand Théâtre a besoin de ce type de personnel quelques mois par année. Comme la Ville n’avait plus le droit de les employer au-delà de deux ou trois ans, on a dû renoncer à des personnes formées et adaptées aux demandes du Grand Théâtre. Avec l’accord du Conseil municipal, on a transféré ce personnel à la fondation, qui n’était pas soumise à ce règlement, pour avoir la possibilité de les engager sur la durée de dix à quinze ans.

M. Demole commente le PFQ des saisons 2008-2009 à 2011-2012. Il est établi sur la base d’un taux d’inflation de 1% sur les deux premières années et de 1,5% sur les deux dernières. Concernant les dépenses de production des spectacles, un taux de 1,5% et de 2,5% respectivement a été prévu. De plus, l’engagement de neuf personnes a été compris dans ce PFQ, dont un seul appartiendra au personnel municipal, le directeur des RH. Ses deux assistants appartiendront à la fondation. En plus, on envisage la municipalisation d’une vingtaine de personnes pour ne pas avoir dans un même service du personnel fondation et du personnel municipal, qui font le même travail dans un même service, sous des statuts différents. Le plan prend également en compte d’importantes mesures de réduction des coûts, notamment la présentation chaque année d’un spectacle exceptionnel-

lement léger (économie nette de 500 000 francs par an), une légère diminution des effectifs professionnels du chœur et du ballet (départs à la retraite et transformation de postes), une réduction de 30% des engagements de personnel temporaire plateau et ateliers et, enfin, une occupation moindre du BFM (économie de 150 000 francs sur deux saisons).

Un commissaire libéral demande si, suite aux recommandations de Sherwood et Créalyse, une liste des priorités a été établie? Si oui, en fonction de quels critères? Doit-on se diriger vers une municipalisation renforcée au sein du Grand Théâtre pour permettre aux personnes de travailler dans de bonnes conditions? D'autre part, il aimerait avoir leur sentiment sur la participation directe du Conseil administratif au conseil de fondation. En dernier lieu, il aimerait les entendre sur la manière et l'intensité des consultations qu'ils pourraient avoir avec les sponsors. Quelle est leur perception de la durée et de la qualité de l'engagement des sponsors aux côtés du Grand Théâtre.

M^{me} Bertani répond, concernant la municipalisation, que l'idée est de mettre à plat la situation du personnel et d'intégrer dans ce débat les représentants du personnel et des syndicats. Il y a, encore aujourd'hui, une disparité dans les conditions de travail de certains services. Une cohérence entre les services est nécessaire. C'est pourquoi il est important de garder une certaine souplesse par rapport aux négociations à mener dans le futur. C'est en ce sens qu'un nouveau directeur des RH a été engagé.

M. Mugny répond sur la présence de magistrats au sein du conseil. Dans l'idéal, aucune raison ne la justifie. Il est formellement membre d'une dizaine de conseils de fondation dans le domaine culturel, il n'y siège jamais. S'il n'y avait pas eu de problème au sein du Grand Théâtre, il n'y aurait pas siégé.

M. Demole attire l'attention sur la fragilité d'un sponsoring. Il donne l'exemple de la Fondation Hans-Wilsdorf. Ils ont donné 14 millions de francs en quatorze ans, plus 4 millions pour diverses réfections et, tout à coup, ils se retirent et cela fait un trou de 1 million. Le sponsoring est une bonne chose, mais, selon lui, il ne faut pas aller au-delà de 5 millions de francs. Il serait dangereux pour l'institution de monter au-delà. Il s'agit d'un théâtre municipal, si on veut le maintenir en tant que tel, il convient que ce soit la Ville qui le finance en grande partie.

M. Segond voudrait terminer la réponse sur les recommandations de Sherwood et Créalyse. La présidente a rappelé en introduction les trois axes principaux sur lesquels travaille le conseil de fondation. Quatre pistes de réflexion apparaissent dans les préconisations de l'audit. La première est la révision des statuts de la fondation. Il s'agit d'une fondation de droit public et toute modification des statuts doit être votée par le Conseil municipal. Ensuite, elle doit être ratifiée par une loi cantonale. Le travail du conseil de fondation en 2007-2008 consistera à examiner les différentes possibilités. Si on pose un échéancier, cela

devrait être achevé à la fin de 2008 pour le conseil de fondation et en fin de législature pour le Conseil municipal et le Grand Conseil.

Il y a d'autres questions qui se posent. Aujourd'hui, on fonctionne sur un rythme budgétaire de douze mois, de janvier à décembre pour la Ville, et de juillet à juin pour la saison du Grand Théâtre. Par définition, la programmation de la saison suivante est déjà engagée au moment du vote. L'idée est d'aller vers une convention de subventionnement qui s'étend sur une période quadriennale pour donner une certaine sécurité à l'institution, mais aussi pour définir ses moyens sur une période de quatre ans, ce qui engendre une certaine stabilité et continuité. En outre, il y a la question du protocole d'accord entre le Grand Théâtre et l'OSR. Ces deux institutions ont besoin l'une de l'autre, chacune cherchant à préserver une certaine liberté. On est dans l'attente de la nomination du nouveau directeur général ou de la nouvelle directrice générale pour pouvoir avancer concrètement sur ce dossier.

Finalement, il y a la question du règlement du personnel. Il y a un certain nombre de mises à jours à effectuer. Cela se fera, comme cela a déjà été dit, dans la concertation avec les représentants du personnel et des syndicats. Il conclut en disant qu'il y a des mesures à court terme (engagement du personnel), à moyen terme (mesures financières) et à long terme (révision des statuts, convention pour un subventionnement quadriennal).

Un commissaire Vert relève que, sur le PFQ, apparaît un déficit de 2 millions de francs par année. Il demande comment il sera couvert.

M. Mugny répond que la moitié de ces 2 millions de francs est dans le budget actuellement soumis au Conseil municipal. On a mis 1 million de francs en système de couverture-déficit, l'objectif étant que cela devienne peut-être une subvention pérenne. La Ville de Genève paierait ce premier million, à moins que l'on trouve des recettes supplémentaires importantes ailleurs. Pour l'autre million, ils ont fait une demande de soutien supplémentaire à l'ACG et auprès d'autres communes. Ils espèrent d'autre part qu'un effort substantiel du privé permettra de réduire l'apport de 1 million de francs demandé à la Ville, qui verserait finalement entre 500 000 et 700 000 francs.

Audition de MM. Serge Bednarczyk et Pierre Mottu, qui représentent la Fondation Hans-Wilsdorf

M. Mottu fait l'historique de cette décision. Elle est principalement liée à une perte de confiance dans le fonctionnement de l'institution. L'aspect artistique n'est absolument pas remis en cause. La décision unanime de ne plus soutenir le Grand Théâtre a été prise après une longue période de soutien et plusieurs déconvenues. La fondation a recentré son aide sur d'autres projets. Ils

sont conscients que cette décision peut occasionner des difficultés financières. M. Mottu relève que le critère qui a prévalu dans cette décision de retrait est le manque de confiance. De plus, la fondation n'a pas apprécié certaines déclarations publiques faites à cette occasion.

Sur les problèmes qui ont touché le Grand Théâtre, M. Mottu indique que cela n'était pas le problème de la fondation, car elle n'interfère jamais dans la gestion des institutions qu'elle soutient.

Audition de M. Jean-Marie Blanchard, directeur général du Grand Théâtre

M. Blanchard remercie la commission de son invitation dans le cadre d'un crédit exceptionnel qu'il qualifie de vital pour l'avenir de l'institution. Il ne souhaite pas revenir aujourd'hui, sur la crise qu'a traversé le Grand Théâtre. Il préférerait parler des saisons futures et de l'avenir de l'institution. On peut également parler des faiblesses que cette crise a mises en lumière pour faire en sorte que le Grand Théâtre ait un avenir aussi rayonnant qu'il le mérite.

Sur le budget actualisé 2007-2008 qui entraîne cette demande de crédit exceptionnel, il faut distinguer le million qui correspond au retrait d'un mécène, des 1,5 million de francs concernant les changements souhaités par la direction suite aux préconisations de l'audit Sherwood et des 390 000 francs qui sont un montant d'ajustement par rapport au budget primitif. Il croit que les audits ont pointé un certain nombre de faiblesses de l'institution. Elles sont de deux ordres. D'une part, le dysfonctionnement du dialogue social et, d'autre part, la vétusté des outils de gestion. Un certain nombre de réformes ont été suggérées par les audits pour remédier à ces faiblesses. Il les croit absolument nécessaires et adhère totalement aux préconisations de l'audit Sherwood.

M. Blanchard relève que la question financière est essentielle et préside à toutes les décisions artistiques du théâtre. Il n'est pas sûr que, aujourd'hui, les problèmes du Grand Théâtre soient liés aux dépenses artistiques, car elles sont entièrement couvertes par les recettes propres. Ces dernières années, il y a eu plutôt négligence sur les frais de structure. Ils ont progressé de 200 000 francs par an. Généralement, ils ont été couverts par les recettes, et les comptes du Grand Théâtre sont à l'équilibre depuis la saison 2003-2004. L'année dernière, en raison d'une succession d'événements exceptionnels, cela n'a pas été le cas, à hauteur de 239 000 francs. L'idée est de faire évoluer la structure. Dans le PFQ, les dépenses artistiques sont un peu réduites.

Néanmoins, il faut admettre qu'il y a une logique entre la qualité artistique et l'équilibre des tarifs. Aujourd'hui, le Grand Théâtre n'a pas les tarifs de Zurich. Si, demain, le Grand Théâtre était amené à présenter des spectacles trop systématiquement pauvres, sa politique commerciale n'aurait plus aucun sens. S'il

faut faire l'effort d'un ou deux ans d'économie pour permettre un certain nombre d'évolutions, ce doit être une politique provisoire.

Audition de M. Philippe Cohen, directeur du ballet

M. Cohen relève que le ballet du Grand Théâtre est souvent le premier fusible quand il y a des soucis financiers. Deux mois après son arrivée, en 2003, on lui annonce que la suppression du ballet est envisagée. Une solution a été finalement trouvée et le ballet maintenu. Il a trouvé une compagnie de très haut niveau artistique, mais en perte d'identité et qui ne tournait plus. Elle n'est pas dirigée par un chorégraphe. C'est une compagnie de répertoire, comme on en trouve beaucoup en Europe.

Il s'est posé la question de savoir que faire pour susciter l'intérêt pour cette compagnie en particulier. Il fallait lui trouver une identité. C'est extrêmement enrichissant pour un artiste d'être confronté à une dynamique de création. Il a donc décidé de proposer, en tournée, un produit unique et attirant. Son parti pris artistique a été de se lancer dans une dynamique de création. Qui dit création dit prise de risque. Il s'est donc appuyé sur la qualité des danseurs. Quatre ans après, les résultats sont là. Les dates de tournées ont augmenté et amènent une certaine somme au Grand Théâtre. Il a à cœur de poursuivre sur cette ligne.

Un commissaire d'A gauche toute! relève qu'on vient d'apprendre qu'à titre d'économie le conseil de fondation envisage de diminuer le personnel du ballet et de passer de 22 à 18 danseurs professionnels et quatre stagiaires. Qu'en pense-t-il?

M. Cohen répond que le directeur lui a parlé de ce projet, il y a un an et demi. Selon lui, c'est une très mauvaise idée. Pour le type de répertoire que propose cette compagnie, 22 est le nombre minimum, sinon il s'agit d'un autre projet. Il ajoute que former quatre stagiaires dans la compagnie pour qu'ils partent exercer leur travail ailleurs ne lui semble pas être une bonne idée.

Audition des commissions du personnel du Grand Théâtre, représentées par MM. Denis Chevalley (CPTA) et Pascal Portier (CIC)

En préambule, M. Chevalley relève que la proposition PR-578 aborde de nombreux points qui intéressent le personnel du Grand Théâtre, tandis que la motion M-725 semble reprendre la plupart des points proposés par le Conseil administratif.

Sur les problématiques des différents statuts du personnel, M. Chevalley remarque que cette situation s'est développée au fil du temps, en raison notamment du système dit *personal stop* en Ville de Genève, ayant nécessité d'emba-

cher via la fondation (certains postes temporaires sont ainsi devenus permanents). L'embauche d'un directeur des RH est un signe encourageant (plus de proximité et d'harmonie avec les services municipaux). Il déclare qu'il entend soutenir les recommandations de l'audit de Sherwood, préconisant de municipaliser une dizaine de postes. Les postes à caractère administratif et technique ont vocation à être municipaux. En revanche, les catégories de personnel artistiques pourraient continuer à être engagées par la fondation (par exemple les chanteurs).

M. Portier remarque que la différence de statut a contribué à attiser la crise actuelle. (*Voir rapport Créalyse.*) Deux personnes faisant le même travail devraient logiquement avoir le même statut. Il est difficile de gérer des personnes qui ne sont pas soumises aux mêmes règles (par exemple pour l'organisation des vacances). Il est donc important d'arriver à une plus grande harmonie dans les statuts.

M. Chevalley indique qu'une structure – une commission – a été mise en place, destinée à s'occuper des questions de santé et de sécurité. Les services de la Ville ont, quant à eux, effectué un bilan en matière de sécurité. Il estime que la situation est en voie d'amélioration. Concernant la communication, tout n'est pas encore parfait mais les choses là aussi s'améliorent. Sur le plan des heures supplémentaires, on attend toujours la prise de fonction d'un directeur RH.

M. Chevalley remarque que la commission du personnel a lu et approuvé les deux rapports. Il note que le rapport Sherwood est plus proche de la perspective de la direction. Le rapport Créalyse se rapproche davantage du point de vue du personnel.

Audition de M. Patrice Mugny, maire de la Ville de Genève, chargé du département de la culture

Une commissaire d'A gauche toute! demande s'il serait envisageable de revoir le salaire du directeur à la baisse, compte tenu de la nomination de deux nouveaux directeurs (technique et RH). M. Mugny observe que le travail de l'ex-secrétaire général se décompose désormais en deux directeurs (directeur des RH et directeur technique). Cependant, le cahier des charges du poste du directeur n'a pas, quant à lui, fait l'objet de changements. Il n'existe pas non plus de raison sérieuse pour licencier l'actuel directeur. Par conséquent, le salaire actuel du directeur ne saurait valablement être modifié.

S'agissant du salaire du futur directeur général, M. Mugny remarque que les successeurs potentiels gagnent actuellement en moyenne 100 000 francs de plus que le salaire du directeur actuel. Il espère négocier avec les successeurs potentiels un salaire égal au salaire du directeur actuel, avec possibilité d'augmenter sur plusieurs années. Mais aucune décision n'a encore été prise.

Une autre commissaire d'A gauche toute! s'étonne qu'il ne soit fait référence qu'au rapport d'audit de Sherwood et jamais à celui de Créalyse.

M. Mugny souligne que le rapport de Sherwood n'a été contesté par personne. Il admet néanmoins que le rapport Créalyse constitue une meilleure photographie, parce qu'il traite des relations personnel-direction et des relations au sein du personnel lui-même. Mais il rappelle qu'un important problème de violation de confidentialité a entaché ce travail (certains propos étaient identifiables). Ceci a irrité fortement les membres du personnel. La Ville – et Créalyse lui-même – ont été attaqués pénalement par des personnes s'estimant «trahies». C'est pourquoi seules les conclusions ont été validées. Les plaintes ont été retirées moyennant l'engagement de renoncer à utiliser tout élément de ce rapport, hormis ses conclusions.

Une commissaire socialiste demande au magistrat de bien vouloir indiquer quelle est sa vision globale du Grand Théâtre pour le futur (horizon cinq, dix, quinze ans). M. Mugny répond que la politique culturelle relative au Grand Théâtre relève de la structure dont on veut se doter. Cette dernière dépend avant tout des moyens que l'on choisit de lui accorder. Le coût, et par conséquent le niveau de prestation, est donc un choix à opérer pour le moment par le seul Conseil municipal. Toutefois, à l'occasion de la constituante, on devra définir la répartition des compétences respectives de la Confédération, du Canton et des communes, dans le domaine culturel en l'occurrence.

Sur la question du ballet, M. Mugny remarque que le passage à 18 avait été voté par le Conseil municipal il y a deux ans. Il pense que cela avait été opéré avec l'accord de M. Cohen. Toutefois, les 22 professionnels sont restés.

M. Mugny indique aussi qu'une vingtaine de postes non artistiques seront municipalisés. Toutefois, certains ateliers ne sont pas considérés de la même manière par la fondation et par les syndicats (respectivement non artistique ou artistique). Ce point devra être négocié. Une aide à la reconversion est prévue pour les danseurs. Pour les choristes, la situation a évolué puisque, depuis quelques années, la carrière des chanteurs se poursuit parfois jusqu'à environ 60 ans.

Un commissaire libéral demande au magistrat si le message de déception des sponsors a été entendu. M. Mugny explique que la Fondation Hans-Wilsdorf a été conduite à se retirer après que trois conditions posées n'eurent pas été satisfaites. Cette fondation voulait, premièrement, que M. Blanchard aille au-delà des deux ans proposés désormais. Elle demandait, deuxièmement, que les statuts soient modifiés immédiatement (peu envisageable politiquement en raison de menaces de référendum de l'ex-Alliance de gauche et de l'Union démocratique du centre). Elle souhaitait, troisièmement, que M. David Lachat devienne président (c'était acceptable, mais l'intéressé a refusé parce que les deux premières conditions n'étaient pas remplies).

En outre, de manière générale, M. Mugny juge excellents les rapports que son département et lui-même entretiennent avec les privés.

En conclusion, M. Mugny déclare qu'il aime l'opéra et cette institution. Il insiste sur sa volonté de voir vivre le Grand Théâtre, qui constitue un fleuron unique, sur le plan musical en particulier.

Audition de M^{me} Bernadette Favre, cheffe du service financier du Grand Théâtre

M^{me} Favre apporte quelques précisions sur les chiffres figurant dans les divers documents distribués par la commission.

En réponse à une question, elle indique que le déficit de 2,5 millions de francs prévu au budget se décompose comme suit:

- 1 million de francs pour compenser le départ de la Fondation Hans-Wilsdorf;
- 445 000 francs de travaux d'aménagement pour les locaux des nouveaux employés découlant de l'audit Sherwood;
- 350 000 francs de salaires des nouveaux collaborateurs sur six mois;
- 100 000 francs de surcoût lié à la fonctionnarisation de collaborateurs;
- 130 000 pour compenser le retrait de la subvention de Ferrier Lulin;
- 400 000 francs de baisse de recettes.

Audition de M. Charles Pictet, représentant le Cercle du Grand Théâtre

Le Cercle du Grand Théâtre a été créé il y a une vingtaine d'années. Son but n'est pas de participer aux frais de fonctionnement du Grand Théâtre, mais plutôt de participer à des améliorations sur le plan lyrique, ainsi qu'au rayonnement du Grand Théâtre. Pour ce faire, chaque membre verse quelques milliers de francs par année. De plus, des acteurs institutionnels apportent aussi leur contribution. Cela permet de donner entre 800 000 francs et 1 million de francs chaque année. Il relève que suite aux problèmes apparus au printemps, le cercle s'est, pour la première fois, quelque peu immiscé dans la gestion du Grand Théâtre en proposant la candidature d'un ancien député socialiste ayant reçu l'accord des différents sponsors et de l'ancien Conseil administratif. Ce candidat s'est vu contraint de se retirer en raison de divergences.

Il note que son objectif était de doubler le nombre d'adhérents au cercle (et, par conséquent, de doubler la contribution financière de ce dernier). Toutefois, la succession de mauvaises nouvelles n'a pas permis d'attirer le nombre de nouveaux membres souhaité. Il faut, premièrement, que le Grand Théâtre continue d'être un théâtre de renom, faisant honneur à la Ville et au Canton de Genève. Pour ce faire,

le prochain directeur devra être de renommée internationale. Le second souci est celui d'une bonne gouvernance. Dans ce domaine, c'est la capacité des gens à apporter une valeur ajoutée qui importe avant tout (et non leur appartenance politique ou autre). Enfin, le conseil d'administration, afin d'être maîtrisable et efficace, doit comporter entre huit et douze membres au maximum.

Audition de M^{me} Valérie Buchs, du Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs (SIT)

Elle relève que les syndicats et la commission du personnel avaient fait état de certains problèmes dès 2005 (atteinte à la personnalité, précarité de certains contrats, santé et sécurité, surcharge de travail, etc.). Ces alertes n'avaient pas été entendues à l'époque. Elle indique que les deux rapports d'audit ont été soumis au personnel, qui les a acceptés, estimant qu'ils décrivaient correctement la situation et proposaient des solutions satisfaisantes. Selon elle, les choses avancent maintenant dans le bon sens. Les mesures envisagées paraissent nécessaires et salutaires. La proposition de crédit du Conseil administratif lui apparaît justifiée; elle constitue la suite logique du processus initié avec les audits.

Vote

Le commissaire de l'Union démocratique du centre relève que le conseil de fondation a fait preuve de son sens des responsabilités en informant sans tarder les autorités municipales des difficultés rencontrées dans le suivi du budget adopté par ses prédécesseurs. Les informations reçues sont satisfaisantes. Aussi, afin de ne pas créer de difficultés supplémentaires et afin de donner des signes positifs, tant aux collaborateurs du Grand Théâtre qu'à ses soutiens, le groupe de l'Union démocratique du centre annonce qu'il votera oui à cette proposition.

Il est d'abord procédé à un premier vote de la commission des finances sur le principe de voter cette proposition lors de cette séance. Il est approuvé par 10 oui (3 Ve, 2 DC, 1 R, 2 L, 2 UDC) contre 5 non (2 AGT, 3 S). Puis il est procédé à un deuxième vote pour repousser la délibération du Conseil municipal sur cet objet au 8 décembre lors du budget. Cette proposition est refusée par 10 non (3 Ve, 2 DC, 1 R, 2 L, 2 UDC) contre 5 oui (2 AGT, 3 S).

Le président met aux voix le préavis de la commission des arts et de la culture sur la proposition PR-578. Celui-ci est accepté par 10 oui (3 Ve, 2 DC, 1 R, 2 L, 2 UDC) et 5 abstentions (2 AGT, 3 S).

Finalement, la commission des finances accepte la proposition PR-578 par 11 oui (2 Ve, 2 S, 2 DC, 1 R, 2 L, 2 UDC) et 4 abstentions (2 AGT, 1 Ve, 1 S). (*Voir ci-après le texte de l'arrêté adopté sans modification.*)

5.b) Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la motion du 6 novembre 2007 de M. Alexis Barbey, M^{mes} Laetitia Guinand, Florence Kraft-Babel, Danièle Magnin, Nathalie Fontanet, Fabienne Aubry Conne, MM. Olivier Fiumelli, Simon Brandt, Jean-Charles Lathion et M^{me} Anne Carron-Cescato, renvoyée en commission le 6 novembre 2007, intitulée: «Grand Théâtre: pour le retour à la sérénité» (M-725 A)¹.

Rapport de M. Olivier Fiumelli.

La commission s'est réunie les 13 et 14 novembre 2007, sous la présidence de M. Jean-Marc Froidevaux. Conformément à la décision du Conseil municipal, la commission des arts et de la culture a été invitée à participer aux deux séances traitant de cet objet.

Les notes de séances ont été prises par M^{me} Paulina Castillo et M. Didier Grosrey.

Note du rapporteur

La proposition PR-578 et la motion M-725 font l'objet de deux rapports. Cependant, la commission des finances et la commission des arts et de la culture ont traité les objets précités de manière simultanée.

Ainsi, l'ensemble des auditions se trouve consigné dans le rapport sur la proposition PR-578. Le rapport concernant la motion M-725 contient quant à lui l'audition des motionnaires et le déroulement du vote.

Au nom des deux commissions, le rapporteur remercie tout particulièrement le président de la commission des finances et le Secrétariat du Conseil municipal pour l'organisation de ces deux séances.

Rappel de la motion

Considérant:

- le retrait soudain, après des années de fidélité, d'un mécène important pour la culture à Genève;

¹ Développée, 2307.

- les inquiétudes légitimes au sujet du possible retrait d’autres mécènes ou sponsors en l’absence de compréhension de notre part d’un signal d’alarme ainsi donné;
- la charge que va représenter dès à présent pour le contribuable cette désaffectation;
- les constats de déficits structurels sérieux mettant en péril l’avenir de la maison;
- les pistes d’assainissement suggérées par l’audit de gestion (Sherwood) et unanimement saluées tant par le conseil de fondation que par la Ville;
- le poids supporté quasi exclusivement par la Ville dans le soutien au maintien et à l’évolution d’une institution de rayonnement cantonal, régional, voire international,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif de lui expliquer ses priorités concernant les réformes structurelles à mener au sein du Grand Théâtre suite aux constats de l’audit, cela afin d’éviter une nouvelle crise, soit:

- clarifier formellement dans une convention la mission de l’institution;
- présenter un plan financier quadriennal;
- respecter le ratio vertueux actuel d’un minimum de 30% de recettes propres (autofinancement et financement privé) considéré par Sherwood comme un modèle en matière de gestion financière d’un opéra;
- interpellier le Canton pour une aide financière ponctuelle ou régulière permettant d’envisager l’avenir avec sérénité;
- élaborer avec l’ensemble du personnel fixe un statut d’employé harmonisé;
- veiller à une meilleure organisation du temps de travail des collaborateurs, qui réponde à leur intérêt comme à celui de l’institution;
- tenir le Conseil municipal informé au fur et à mesure des actions menées en vue du prompt rétablissement de la confiance en la maison, tant auprès de l’ensemble du personnel qu’auprès des mécènes.

Audition des motionnaires

Les auteurs de la motion indiquent qu’ils avaient le souci de tirer les grandes lignes directrices afin de permettre à l’institution d’aller de l’avant. Ils soulignent que les conclusions des deux audits sont vastes, ayant différents degrés de priorités. Ils observent que plusieurs points de leurs invites sont ou vont être mis en œuvre. Toutefois, la question du dialogue avec les sponsors n’est pas traitée de manière satisfaisante. L’audition des représentants de la Fondation Hans-Wilsdorf n’a pas permis d’identifier les problèmes. La motion a également pour

objectif d'en savoir davantage quant aux mesures adoptées dans le contexte de crise prolongée du Grand Théâtre.

Ils remarquent que l'objectif de 30% de recettes propres prévu dans la motion peut être atteint en restaurant la confiance dans la gestion de l'institution. Et c'est par la mise en œuvre des recommandations de la motion qu'il sera possible d'amener les sponsors à garder leur engagement sur le niveau actuel, voire à l'augmenter.

S'agissant de la cinquième invite relative au statut d'employé harmonisé, les motionnaires relèvent qu'il apparaît souhaitable que le personnel technique et le personnel artistique dépendent respectivement de la Ville pour l'un et de la fondation pour l'autre. Il faut en effet viser en priorité l'harmonisation dans un même corps de métier. Toutefois, un des motionnaire relève qu'une convention collective pourrait, par exemple, constituer un outil intéressant.

Un commissaire socialiste relève que les signataires ont fait preuve «d'une certaine timidité», à tel point que lui-même et ses amis auraient pu la signer. En effet, il se déclare d'accord avec la plupart des invites.

Une commissaire socialiste suggère que les motionnaires puissent solliciter les communes «riches». Un des motionnaires relève que le démarchage auprès des communes est délicat et que la constituante permettra de rediscuter de cette problématique.

Plusieurs commissaires regrettent le refus de l'Etat de Genève de contribuer au financement du Grand Théâtre.

Discussion et vote

Une commissaire d'A gauche toute! propose d'amender la cinquième invite en rajoutant «...et de tenir compte des conclusions du rapport Créalyse».

Mis aux voix, cet amendement est refusé par 6 non (2 DC, 2 L, 2 UDC) contre 2 oui (AGT) et 5 abstentions (1 Ve, 3 S, 1 R).

Une commissaire d'A gauche toute! propose d'amender la quatrième invite en rajoutant «...le Canton, les communes et la Confédération pour une...».

Mis aux voix, cet amendement est refusé par 11 non (1 Ve, 3 S, 2 DC, 1 R, 2 L, 2 UDC) contre 2 oui (AGT).

Le groupe socialiste propose d'amender la quatrième invite en rajoutant «...le Canton et les communes pour une...».

Mis aux voix, cet amendement est accepté à l'unanimité moins 1 abstention (UDC).

Le président met aux voix le préavis de la commission des arts et de la culture sur la motion M-725 amendée. Le préavis est accepté à l'unanimité moins 2 abstentions (AGT). Puis il soumet la motion amendée à la commission des finances, qui l'accepte sur le même score.

PROJET DE MOTION AMENDÉE

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif de lui expliquer ses priorités concernant les réformes structurelles à mener au sein du Grand Théâtre suite aux constats de l'audit, cela afin d'éviter une nouvelle crise, soit:

- clarifier formellement dans une convention la mission de l'institution;
- présenter un plan financier quadriennal;
- respecter le ratio vertueux actuel d'un minimum de 30% de recettes propres (autofinancement et financement privé) considéré par Sherwood comme un modèle en matière de gestion financière d'un opéra;
- interpellier le Canton et les communes pour une aide financière ponctuelle ou régulière permettant d'envisager l'avenir avec sérénité;
- élaborer avec l'ensemble du personnel fixe un statut d'employé harmonisé;
- veiller à une meilleure organisation du temps de travail des collaborateurs, qui réponde à leur intérêt comme à celui de l'institution;
- tenir le Conseil municipal informé au fur et à mesure des actions menées en vue du prompt rétablissement de la confiance en la maison, tant auprès de l'ensemble du personnel qu'auprès des mécènes.

5.c) Interpellation du 7 novembre 2007 de M. Grégoire Carasso: «De quelle «brouille» parle-t-on?» (I-165)¹.

M. Grégoire Carasso (S). Chers collègues, je vous remercie d'avoir accepté la motion d'ordre pour traiter mon interpellation en urgence et de la lier au débat sur les rapports PR-578 A et M-725 A. Monsieur Hämmerli, vous vous demandiez tout à l'heure si elle avait une chance d'être pertinente. Vous en jugerez et j'espère, dans tous les cas, qu'elle ne sera pas considérée comme impertinente.

¹ Annoncée, 2570. Motion d'ordre, 2662.

Cette interpellation s'adresse à vous, Monsieur le maire. Le 7 novembre dernier, la presse genevoise se faisait l'écho, je cite, d'une brouille entre vous-même et la Fondation Hans-Wilsdorf. Sachant que cette fondation a retiré son soutien à hauteur de 1 million de francs par année, je m'estimais fondé, en tant que conseiller municipal, à, d'une part, en connaître un peu plus sur cette brouille, puisque la presse s'en faisait l'écho, et, d'autre part, à savoir s'il fallait, en raison de ce que certains ont déjà qualifié de légendaire pour parler de votre tempérament pugnace, que nous nous attendions à d'autres brouilles, le cas échéant que nous préparions une ligne budgétaire ad hoc dans les jours à venir.

M. Patrice Mugny, maire. Monsieur le conseiller municipal, je ne sais pas si votre question est pertinente, mais je vais y répondre. J'ai parfois l'impression qu'il y a un manque de communication au sein des partis. En effet, cette question a été posée et la réponse figure d'ailleurs dans le rapport. Si vous lisez le rapport PR-578 A, vous verrez que la question a été posée à M. Mottu et à M. Bednarczyk, et j'y ai répondu moi-même lors des auditions de deux commissions, celle des finances et celle des arts et de la culture. J'avais le sentiment d'avoir répondu à peu près à tout. Mais je vous réponds volontiers.

La Fondation Hans-Wilsdorf, qui était parmi les partenaires qui avaient proposé M. Lachat comme médiateur, en quelque sorte, dans les conflits qui opposaient certains des partenaires du Grand Théâtre, et qui espéraient ensuite qu'il devienne président, avait posé un certain nombre de conditions à la poursuite de sa participation. Cela n'avait pas été dit de manière aussi caricaturale mais exprimé par la suite.

En gros, ils voulaient que M. Blanchard demeure à son poste au-delà d'un certain nombre d'années, soit au-delà des deux ans qui lui restent à partir d'aujourd'hui, et que M. Lachat devienne président. Ils voulaient aussi que les statuts soient modifiés pour faire une fondation de type plus resserré et plus dynamique – les mots ne sont pas de moi.

Nous avons jugé, au Conseil administratif et au conseil de fondation de l'époque, puis au nouveau conseil de fondation, à tort ou à raison, que lancer une modification des statuts au moment où l'Union démocratique du centre, si j'ai bonne mémoire, et A gauche toute!, à l'époque l'Alliance de gauche, menaçaient de lancer un référendum, c'était ouvrir un front supplémentaire dans une discussion et un dossier déjà très sensibles.

Ensuite, il n'y avait pas de raison de laisser la Fondation Hans-Wilsdorf décider de la prolongation ou non du contrat de M. Blanchard. Son contrat arrivait naturellement à échéance dans deux ans et il lui était d'ailleurs loisible de postuler à sa propre succession, ce qu'il n'a pas fait. Cela aurait été possible, mais nous n'allions pas, nous, spontanément, lui demander de postuler.

Un troisième élément concernait la présidence de M. Lachat. M. Lachat a renoncé, parce que les deux premières conditions n'étaient pas remplies. Nous étions un peu dans l'impasse. La fondation s'est alors retirée et il semblerait que quelqu'un ait dit: «Mugny aurait dit que ce million n'était qu'une goutte d'eau dans l'argent du Grand Théâtre et que, finalement, ce n'était pas si important.» Je n'ai pas du tout souvenir d'avoir dit cela, et même je récuse ces propos.

Ensuite la Fondation Hans-Wilsdorf m'a invité, avec la directrice de mon département, M^{me} Martine Koelliker, pour une discussion. Je n'avais pas le sentiment qu'il y avait un lézard, comme on dit en général, ou un conflit entre eux et moi. Je ne dirais pas qu'il y avait une volonté de soutenir, sinon ils seraient revenus, mais ils en voulaient aussi à certaines déclarations à la presse de membres du conseil de fondation du Grand Théâtre. Il n'en demeure pas moins que, à l'arrivée, ils s'étaient retirés.

Je crois pouvoir dire sincèrement que ce n'est pas à la suite d'un conflit entre eux et moi. En revanche, il y avait une série de conflits à l'intérieur du Grand Théâtre, vous vous en souvenez, qui, heureusement, sont aujourd'hui apaisés. A l'issue de ses réflexions, la Fondation Hans-Wilsdorf avait souhaité se retirer.

J'espère avoir été clair dans ma réponse.

L'interpellation est close.

Le président. Nous passons maintenant à la discussion des deux rapports PR-578 A et M-725 A.

M. Jean-Marc Froidevaux, président de la commission des finances (L). Avant d'entreprendre le débat, j'aimerais poursuivre les propos des rapports en ce sens qu'ils remercient les services de l'administration de leur extrême disponibilité dans la préparation de ces séances. Je dois le souligner, ces séances ont été difficiles à mettre en œuvre et il faut ici rendre hommage en particulier à M^{me} De Ciocchis pour la très grande disponibilité qui lui a permis, à très brefs délais, de réunir les nombreuses personnes qui se sont présentées devant la commission.

Je tiens aussi à rendre hommage aux personnes invitées à se présenter à la commission. Toutes, sans exception, ont répondu «présent» à la demande de la commission. Il en est certes qui ont été retenues d'intervenir, cela pour des raisons qui leur sont propres ou parce que l'administration y a vu des objections. Je crois que cela n'a pas grande importance.

Mais je tiens aussi à féliciter les deux commissions qui, réunies ensemble, sont parvenues à travailler de manière tout à fait adéquate, sérieuse et attentive, et

qui, de ce fait, ont témoigné à l'égard de l'ensemble des personnes auditionnées de beaucoup d'attentions et de l'extrême sérieux avec lequel elles prenaient les soucis du Grand Théâtre.

A l'ouverture de ce débat, je souhaitais simplement que le sérieux dont la commission a fait preuve se retrouve dans le cadre des discussions de ce soir.

M. Olivier Fiumelli, rapporteur (R). Je voudrais juste compléter mon rapport PR-578 A en relevant un oubli. On peut constater, à la lecture des deux rapports, qu'il y a eu essentiellement des auditions et très peu de discussions et de prises de position politiques de la commission des finances, en raison du fait probablement que toutes les auditions ont été extrêmement claires et enrichissantes. Nous sommes passés rapidement au vote.

J'ai toutefois oublié une prise de position politique du commissaire de l'Union démocratique du centre. Je vais vous lire ce qui sera ajouté au rapport PR-578 A: «Le commissaire de l'Union démocratique du centre relève que le conseil de fondation a fait preuve de son sens des responsabilités en informant sans tarder les autorités municipales des difficultés rencontrées dans le suivi du budget adopté par ses prédécesseurs. Les informations reçues sont satisfaisantes. Aussi, afin de ne pas créer de difficultés supplémentaires et afin de donner des signes positifs, tant aux collaborateurs du Grand Théâtre qu'à ses soutiens, le groupe de l'Union démocratique du centre annonce qu'il votera oui à cette proposition.» (*Corrigé au Mémorial.*)

Premier débat

M. Jacques Hämmerli (UDC). Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux, ainsi donc, le Conseil municipal de la Ville de Genève devra, ce soir, dire s'il accepte ou refuse la subvention extraordinaire de 2,5 millions de francs, destinée à couvrir les frais relatifs à l'excédent de dépenses de la saison 2007-2008 de son Grand Théâtre.

Je dis bien son Grand Théâtre en parlant de la Ville de Genève, puisque tel a été le choix des autorités municipales en le rouvrant le 10 décembre 1962, après l'avoir presque entièrement reconstruit, au terme d'années d'efforts et de juste ambition pour recréer cet édifice prestigieux, à la mesure des exigences du rôle de Genève dans le monde.

Peut-être qu'au sein de ce Conseil il y en a pour juger que les sommes que notre commune consacre à son opéra sont par trop dispendieuses. Pour mémoire, 3,58% du budget de 1,175 milliard de francs.

Permettez-moi de leur rappeler que l'éducation et la culture sont avant tout un droit du peuple et non un cadeau du gouvernement. Ce droit doit être respecté, quand bien même il s'agit d'insérer dans une société démocratique les coûts d'un genre créé par et pour une élite. En effet, à l'origine, l'opéra, au tournant du XVI^e siècle, était destiné au divertissement des cours princières et ne touchait qu'une cinquantaine de personnes par représentation.

Au XVIII^e siècle, les opéras de Mozart étaient composés pour un auditoire de 200 spectateurs. Au XIX^e siècle, le grand siècle de la musique symphonique, le public aristocratique s'est effacé devant la bourgeoisie, qui a fait du théâtre lyrique un de ses domaines réservés. Ceci expliquerait peut-être certains comportements et préjugés qui perdurent aujourd'hui.

Ce qui s'est passé depuis l'automne 2006 au Grand Théâtre a eu pour effet de ternir l'image de cette institution ainsi que, beaucoup plus grave, de brouiller les rapports de confiance qui sont indispensables dans les relations entre le pouvoir subventionnant, le Conseil municipal, et celui créé par la loi aux fins d'exploiter le Grand Théâtre, soit la fondation d'intérêt communal public.

Cette crise sans précédent depuis 1962 est heureusement en voie de résolution, car des femmes et des hommes, guidés avant tout par l'esprit de service et conscients du bien public, se sont mis à l'ouvrage dès leur nomination à la fin du mois de juin.

Ce conseil de fondation très largement renouvelé – et c'est heureux – a dû constater que le budget de la saison 2007-2008, adopté par le précédent conseil en novembre 2006 et présenté alors à l'équilibre, s'avère en réalité largement déficitaire, du fait, pour une part, du retrait d'un mécène et, d'autre part, du début de mise en œuvre des recommandations émises ce printemps par l'audit portant sur la gestion du Grand Théâtre.

J'ajouterai, pour qui ne méconnaît pas trop le lyrique, que la programmation très ambitieuse et pas particulièrement économe de moyens de la saison 2007-2008 n'a rien arrangé, bien au contraire!

De plus, je dois constater que le retrait au 30 juin 2007 du généreux mécène qui, jusqu'alors, a, saison après saison, contribué financièrement à l'amélioration des spectacles, par tranches de trois ans, n'a pas été appréhendé, à tort, par l'ancien conseil de fondation, qui aurait dû, à tout le moins, s'assurer de la réalité du versement du million de francs qu'il inscrivait au titre de recettes à son budget 2007-2008.

A ce propos, j'ai la désagréable impression que tout n'a pas été dit, puisque l'échéance de la dernière tranche était au 30 juin 2007 et que le nouveau conseil de fondation ne pouvait juridiquement s'approcher de cette fondation qu'à compter du 1^{er} septembre 2007.

Revenir sur le passé étant dépassé, portons notre attention et nos efforts sur l'avenir, ce qui est la portée du débat de ce soir! Aujourd'hui, c'est l'opportunité d'une rénovation de l'institution et il convient que chacune et chacun des membres de ce Conseil prenne ses responsabilités à l'endroit des personnels et des usagers d'une institution d'importance quant au rôle attractif qu'elle joue dans notre ville. A entendre certains, je n'ai pas la conviction qu'ils aient saisi les enjeux de la proposition de crédit complémentaire.

A celles et ceux qui seraient tentés de mettre le Grand Théâtre en grandes difficultés, je dis qu'ils jouent à un jeu détestable, car les effets connexes immédiats et dommageables pour l'Orchestre de la Suisse romande (OSR) ne doivent pas être sous-estimés, pour ne pas parler de l'onde de choc destructrice qui toucherait les conservatoires et les divers établissements d'enseignement de la musique et de la danse, le message ainsi délivré à leurs élèves, leur ôtant toute perspective dans une ville qui a, jusqu'à maintenant, démontré son attachement à la culture classique, base de toutes les autres.

Aussi, afin non seulement de ne pas créer de difficultés supplémentaires à l'institution, mais surtout pour donner des signaux positifs tant aux nombreux collaborateurs du Grand Théâtre – plusieurs centaines – qu'à ses soutiens désintéressés, le groupe de l'Union démocratique du centre – qui fait confiance au nouveau conseil de fondation – se prononcera favorablement sur cette demande de crédit.

Les objectifs visés par la motion M-725 étant déjà réalisés en ce qui concerne le plan financier quadriennal – adopté par la fondation le 12 novembre – et le ratio de plus de 30% de recettes propres, ou encore en voie de réalisation, notamment quant à une meilleure organisation du temps de travail des collaborateurs, l'Union démocratique du centre ne voit pas de raison de refuser celle-ci et elle la renverra au Conseil administratif.

Pour toutes ces raisons et pour que toutes et tous sachent qui veut réellement la survie du Grand Théâtre, je demande, au nom de l'Union démocratique du centre, le vote à l'appel nominal.

Je vous remercie de votre aimable attention.

M^{me} Nicole Valiquier Grecuccio (S). Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, ce soir, très clairement, le groupe socialiste affirme son oui à la proposition de crédit extraordinaire, à une proposition qui marque un oui aux projets de création portés par le Grand Théâtre, aux pratiques culturelles, plutôt qu'un oui sans adhésion, sans faille, sans conditions à la politique culturelle du magistrat. Mais j'y reviendrai.

C'est un oui pour que vive le Grand Théâtre! Un oui où il s'agit de reconnaître le travail artistique des danseurs et des danseuses, des musiciens et des musiciennes, des chanteurs et des chanteuses, mais également l'apport indispensable de tous les métiers qui existent au Grand Théâtre, et sans lesquels aucune création ne serait possible. Je pense ici, bien évidemment, aux costumiers et costumières, perruquiers et perruquières, machinistes, éclairagistes, tous ces métiers importants qui, par leur contribution, amènent les productions de qualité que nous pouvons écouter.

Pourtant, nous aimerions ici, et nous suivons en cela le président de la commission des finances, relever la qualité des auditions auxquelles nous avons procédé. Nous reconnaissons le mérite du nouveau conseil de fondation. Il s'est engagé sur des mesures d'économies budgétaires, à travers un plan financier quadriennal et différents projets que l'on retrouve dans ce rapport PR-578 A.

Reconnaître la qualité du conseil de fondation, c'est aussi pour nous, Parti socialiste, faire confiance à ce nouveau conseil de fondation, qui est en train de remettre ce Grand Théâtre sur les rails, conformément à nos souhaits. C'est aussi reconnaître la sérénité qui a présidé au langage même des personnes entendues lors des auditions, à leur sens du devoir dans leurs interventions. Tous ces acteurs réunis – nous pouvons penser à la commission du personnel, aux syndicats, mais également aux mécènes, au directeur artistique – ont, chacun pour leur part, essayé de comprendre ce qui s'était passé et, surtout, manifesté une formidable énergie pour avancer.

En ce sens, aujourd'hui, nous pensons que ce crédit ne correspond pas à autre chose qu'à suivre les recommandations du rapport Sherwood, qui amène, nous l'avons dit, sérénité et continuité pour le Grand Théâtre. Ce crédit correspond aussi à la mise sur pied d'un projet informatique qui favorise la gestion de ce même Grand Théâtre et vient évidemment combler le manque à gagner à la suite du désistement de la Fondation Hans-Wilsdorf.

A ce propos pourtant, dire oui à ce crédit, c'est favoriser les conditions de sécurité et de santé au travail, la production artistique, et c'est reconnaître le travail de chacune et de chacun. Je pense ici, notamment, à la cheffe du service financier du Grand Théâtre, qui a témoigné du sérieux avec lequel elle travaille, et par conséquent du sérieux que nous ne pouvons qu'accorder à ce même conseil de fondation.

Je pense que nous devons aussi souligner les responsabilités politiques. A cet égard, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, il s'agit de reconnaître nos propres responsabilités. Les reconnaître, cela veut dire quoi? On a parlé de la Fondation Hans-Wilsdorf et là, Monsieur le magistrat, vous permettez que je soutienne mon collègue Carasso.

Pourquoi? Parce que la Fondation Hans-Wilsdorf, très clairement, nous a dit qu'elle entendait effectivement renoncer, pour les raisons qu'elle a exposées, mais qu'il s'était passé plus de trois mois avant qu'elle ne soit contactée pour renouveler son soutien. Et de cela, nous sommes évidemment responsables. Je pense, et le Parti socialiste avec moi, que nous ne devons pas traiter les mécènes de cette manière si nous voulons les encourager à participer à la vie du Grand Théâtre.

Autre chantier politique auquel nous entendons donner un accent, mais qui ne peut être mis en œuvre si le magistrat ne s'engage pas lui aussi avec confiance, c'est la révision des statuts de la Fondation du Grand Théâtre. Pourquoi? Parce que les acteurs, même s'ils ont donné des avis finalement assez divergents sur la composition de cette même fondation, ont tous relevé qu'il s'agissait de clarifier les droits et les devoirs, les compétences de chacun et de chacune, pour avancer.

La question de la municipalisation engage aussi le politique. Pourquoi? La Ville – et, plus spécifiquement, le département de la culture – doit assumer son rôle d'employeur et continuer à apporter son soutien pour rassurer le personnel du Grand Théâtre. Surtout, les contacts politiques doivent être noués. Vous avez vu dans la motion M-725 telle qu'amendée sur proposition du groupe socialiste que nous avons insisté sur l'importance de mêler à ce projet du Grand Théâtre, en termes de subventionnement, les communes et le Canton.

A cet égard, Mesdames et Messieurs, il n'est pas raisonnable de penser que seul le conseil de fondation pourra prendre des contacts, tant avec les mécènes potentiels qu'avec – surtout – les communes et le Canton. En cela, nous avons besoin d'un engagement politique fort, et nous l'avions d'ailleurs déjà dit avant de renvoyer cette proposition PR-578 en commission.

Le Parti socialiste, Mesdames et Messieurs, a pris ses responsabilités politiques, puisque l'assemblée générale du Parti socialiste de la Ville de Genève a décidé de travailler avec l'un de ses députés pour déposer un projet d'arrêté qui invite le Grand Conseil à entrer en matière afin que le Canton fasse sa part et subventionne, lui aussi, le Grand Théâtre. Ainsi, nombre de députés, y compris de droite, qui se sont prononcés très largement en faveur du Grand Théâtre pourront à leur tour, par leur vote politique, manifester l'engagement du Canton en faveur de ce même Grand Théâtre.

Nous aimerions que le magistrat, lui aussi, s'engage auprès des communes. Pourquoi? Il nous a été dit que certains magistrats de communes plus privilégiées, où l'on songe à baisser les impôts sous prétexte qu'on ne sait plus vraiment que faire de tous ces centimes additionnels, hésiteraient à s'engager en faveur du Grand Théâtre, parce qu'il n'y aurait pas à subventionner une institution qui, peu à peu, se municipaliserait.

Il est de la responsabilité politique de dire qu'il n'y a pas que des emplois municipalisés, mais quantité d'emplois qui relèvent au fond de la vie normale

d'un Grand Théâtre. Il suffit de penser aux artistes qui, eux, n'ont pas un emploi municipalisé, mais aussi à différentes actions qui pourraient être menées. On nous a parlé d'ailleurs d'un manque à gagner qui serait dû au fait que l'institution qui subventionnait les surtitrages ne le fera plus. Une commune pourrait donner ne serait-ce que pour cette action-là...

Ce n'est évidemment pas au Parti socialiste d'énumérer toutes ces actions, mais il demande en tout cas très clairement que, au-delà de ce crédit extraordinaire qu'il appelle à voter, le magistrat s'engage, lui aussi, dans ces actions auprès des communes et apporte un soutien politique.

Je conclurai par là en disant que cette position, le Parti socialiste l'a portée tout au long du travail en commission et, vous transmettez, Monsieur le président, à M. Fiumelli qu'il ne s'agit pas là d'une position non politique. Je pense que l'ensemble des groupes a manifesté ainsi une position politique. Et de cela, nous en sommes fiers.

(La présidence est momentanément assurée par M. Jean-Charles Rielle, vice-président.)

M^{me} Anne Pictet (Ve). Le groupe des Verts, dans sa grande majorité, votera la demande de crédit supplémentaire de 2,5 millions de francs destiné à couvrir l'excédent de dépenses de la saison 2007-2008 du Grand Théâtre de Genève. Nous voulons le faire pour les raisons suivantes.

Tout d'abord, il semble que nous n'ayons pas vraiment le choix. Si nous ne votons pas dès maintenant la couverture du déficit de la saison en cours, une rupture de trésorerie risque de se produire. Selon la cheffe du service financier du Grand Théâtre, des difficultés dans le flux de trésorerie pourraient apparaître dès le mois de décembre de cette année ou, au plus tard, en avril prochain.

Cela pourrait avoir pour conséquence la mise en faillite et la fermeture provisoire ou définitive du Grand Théâtre, ce qui serait bien évidemment un désastre pour la vie culturelle et économique de notre ville. En effet, toucher à cette institution, c'est, entre autres, toucher à 300 emplois directs et environ 200 emplois indirects.

Nous votons donc aujourd'hui une proposition qui doit permettre de régler des problèmes financiers à court terme. Le Conseil municipal peut avoir l'impression d'être placé devant le fait accompli. Mais c'est le nouveau conseil de fondation qui a constaté, lors de l'actualisation du budget de la saison en cours, que ce budget, voté en novembre 2006 à l'équilibre, s'avère aujourd'hui largement

déficitaire. Le Conseil municipal a donc été rapidement informé par le Conseil administratif.

En outre, cette demande de crédit budgétaire supplémentaire ne présente aucune marge de manœuvre d'économies possibles, diverses économies ayant déjà été faites, en comprimant par exemple certains frais administratifs et en renonçant à certains spectacles pour la saison à venir.

D'autre part, ce que la somme demandée recouvre a toute son importance pour l'avenir du Grand Théâtre. En effet, elle n'est pas seulement destinée à compenser la suppression de l'aide annuelle accordée par la Fondation Hans-Wilsdorf au Grand Théâtre, mais elle doit servir aussi à couvrir la mise en œuvre d'une partie des recommandations de l'audit Sherwood dans des domaines comme le personnel et l'informatique de gestion.

Ces mesures sont, par exemple, la municipalisation de postes, l'engagement d'un directeur des ressources humaines – comme fonctionnaire qui assurera le lien avec la Ville – et le renouvellement des systèmes d'informatique de gestion, afin que le suivi budgétaire ne soit plus réalisé manuellement, ce qui générerait un risque d'erreurs importantes et un grand volume de travail. Ces frais sont jugés nécessaires afin que la situation se pacifie. Ils contribueront à rendre définitivement sereins les rapports, d'une part, entre la direction du Grand Théâtre et le personnel et, d'autre part, la Ville et la fondation.

L'ensemble des parties prenantes, que ce soit le personnel et les syndicats, le directeur et le nouveau conseil de fondation, a salué les nouvelles mesures préconisées par l'audit Sherwood et mises en place ou prévues à court et moyen termes. Il voit dans ces mesures des signes encourageants et satisfaisants. Le groupe des Verts a donc le sentiment que les choses avancent et que l'évolution actuelle est rassurante. Notre vote favorable entend exprimer notre soutien et notre approbation du processus engagé au sein du Grand Théâtre.

Quant au futur de l'institution, le projet de plan financier quadriennal 2008-2012 élaboré par le bureau du nouveau conseil de fondation nous apprend que, malgré des efforts importants pour faire des économies, il faut d'ores et déjà prévoir une insuffisance de financement récurrente d'environ 1,8 million de francs par an. Nous souhaitons dès lors qu'un débat de fond ait lieu sur le futur financement de l'institution, sur les mesures prioritaires et les moyens que la Ville veut mettre en œuvre pour notamment répartir différemment les charges entre les différentes autorités de la région.

Même si la part du Grand Théâtre dans le budget de la Ville a diminué ces vingt dernières années, la participation de la Ville dans le Grand Théâtre reste prépondérante et nous souhaitons que l'Etat et les communes s'engagent davantage.

Concernant le Canton, le Conseil administratif a fait une demande formelle de financement au Conseil d'Etat et le conseiller d'Etat en charge du Département de l'instruction publique a dit récemment, lors d'une audition, que l'Etat souhaite prendre en compte les grandes institutions culturelles. Il appelle à un rapprochement de la Ville et du Canton pour consacrer un vrai engagement du Canton dans le Grand Théâtre.

A propos des communes, notre magistrat de la culture a bon espoir que l'ACG augmente sa participation dès 2008-2009. Quant aux soutiens privés, le nouveau conseil de fondation poursuit ses démarches. Malgré tout, ces perspectives de financement restent vagues et incertaines et elles nous semblent mériter, de la part du Conseil municipal, un suivi attentif et un débat de fond sur ces questions de répartition de financement, sans que nous fondions tous nos espoirs sur la future constituante.

Mais, pour l'heure, le groupe des Verts a décidé de voter cette demande de crédit afin de saluer les efforts déjà entrepris pour que la situation s'améliore. Nous voulons, par ce vote, signaler notre confiance dans les orientations prises par la nouvelle équipe en place et exprimer notre souhait que la sérénité retrouve définitivement sa place au sein de cette institution.

M^{me} Vera Figurek (AGT). Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, c'est en qualité de présidente de la commission des arts et de la culture que je souhaitais tout d'abord intervenir.

En premier lieu, j'aimerais revenir sur les conditions de travail auxquelles nous avons été contraints. Je l'ai déjà dit lors de notre dernière séance plénière et en commission des finances, le fait de recevoir un dossier de plus de 40 pages en semaine, avant notre réunion, m'était apparu scandaleux, et je l'avais fait remarquer à M. le maire Mugny. En effet, pour un crédit complémentaire de 2,5 millions de francs, nous aurions pu avoir le loisir de l'étudier dans un laps de temps plus grand.

En outre, lors de notre dernière séance, l'objet avait été renvoyé à la commission des finances en précisant que la commission des arts et de la culture participerait aux travaux. Je souhaiterais souligner le fait que cette méthode m'était apparue quelque peu incongrue. En effet, pour un sujet d'une telle importance, je veux parler de notre opéra qui grève notre budget culturel de plus de la moitié, à savoir 46 millions de francs, il semblait normal d'avoir un débat au sujet de la politique culturelle que nous souhaitons mener, et non pas seulement un débat financier.

Or, lors de notre première réunion des deux commissions, finances et culture, notre groupe A gauche toute! avait voulu revenir sur la décision prise en plénière

et accorder le droit de vote également aux commissaires des arts et de la culture. Cette proposition a été écartée. Néanmoins, je tiens à remercier ici le président de la commission des finances, M. Froidevaux, qui a intégré pleinement la commission des arts et de la culture aux discussions.

Aussi, un débat très démocratique a pu avoir lieu, au point que, Mesdames et Messieurs, à la fin des travaux, les membres de la commission des arts et de la culture ont voté de manière indicative. Bien sûr, il y a eu des différences entre les partis politiques, mais nous nous sommes aperçus que nous nous rejoignons sur certains points entre les deux commissions.

L'étude de cette proposition PR-578 s'est étalée sur deux longues soirées. Malgré la pénibilité du travail, les auditions ont été très complètes, des réponses détaillées nous ont été fournies grâce à l'efficacité du président, mais également de notre secrétariat et des personnes qui ont rédigé le procès-verbal, que je tenais à remercier publiquement.

Toutefois, nous avons reçu de nombreux documents à l'occasion de ces séances, documents dont nous avons pris connaissance les soirs mêmes, et ceci nous est apparu un peu désagréable. Néanmoins, depuis lors nous avons toutes et tous eu l'occasion de travailler dans le détail sur ce dossier et d'en référer à nos différents groupes. Aussi une analyse fine de cet objet a pu être effectuée.

Ce soir, Mesdames et Messieurs, nous sommes toutes et tous à même de nous déterminer sur le vote ou non de ce crédit complémentaire, mais également sur la motion M-725, qui semble plus axée sur l'avenir de la politique culturelle de notre opéra. Je crois que je ne trahis pas un secret en vous faisant part de la volonté des commissaires des arts et de la culture d'avoir un réel débat politique sur l'avenir du Grand Théâtre.

A titre personnel, j'aimerais dire que depuis que je siége dans ce plénum, nous sommes confrontés chaque année à une demande de crédit complémentaire pour ce fameux Grand Théâtre. A chaque fois, il y a de bonnes raisons de financer toujours davantage notre honorable institution. Chaque année, nous arrivons à la conclusion qu'il faudrait absolument avoir un débat de politique culturelle, mais, évidemment, pas tout de suite! Ce sera remis à plus tard...

Cette année, durant l'étude du projet de budget 2008, M. Mugny nous avait conseillé de ne pas traiter le Grand Théâtre en détail, car nous aurions un espace de parole adéquat dans le cadre de la demande du crédit complémentaire qui nous est soumise ce soir. Nous voici arrivés à ce fameux moment. Tout d'abord, j'aimerais dire qu'à titre personnel j'aurais préféré parler de ce crédit durant le débat budgétaire. Je dirais même plus: nous n'avons même pas voté les comptes 2006 du Grand Théâtre, nous n'avons pas encore de budget 2008 et on nous demande déjà un crédit complémentaire de 2,5 millions de francs. Etrange procédé à mon sens...

J'espère que ce soir, néanmoins, nous aurons des pistes intéressantes et véritablement constructives quant à l'avenir du Grand Théâtre, car, comme il a été déclaré dans la presse par le magistrat, nous ne sommes pas au bout de nos surprises. En effet, jusqu'en 2010, nous serons confrontés à des demandes de crédits complémentaires. Le problème de savoir si la Ville, seul contributeur public conséquent, est à même de prendre en charge un financement toujours plus lourd de l'opéra se posera.

De quelle politique culturelle voulons-nous? Voulons-nous mettre toujours plus de moyens dans les institutions phares? Souhaitons-nous des apports publics autres que notre commune? L'Etat devrait-il participer? Quelle part les privés devraient-ils financer? A mon sens, Mesdames et Messieurs, nous devons nous poser ce genre de questions maintenant, avant qu'il ne soit trop tard!

Ce soir, nous devons nous prononcer sur un crédit de 2,5 millions de francs, comportant, nous l'avons dit, un volet en fait préconisé par les audits que nous avons demandés, à savoir la municipalisation de six postes de travail, la création d'un poste de directeur des ressources humaines, un crédit d'environ 500 000 francs pour du matériel informatique. Les 2,5 millions de francs comportent également 1 million de francs destiné à pallier le retrait de la Fondation Hans-Wilsdorf.

Je tiens à préciser à ce sujet que la Ville n'a pas fait sa demande de participation financière dans les délais et nous déplorons ce manque de diligence, car nous ne pouvons pas nous permettre de nous passer du mécénat, vu la lourdeur de cette institution.

Je vous rappelle que, lors du vote du projet de budget 2008, la semaine prochaine, 1 million de francs supplémentaire nous sera demandé. En admettant que vous vouliez accepter les crédits complémentaires prévus, le montant dévolu au Grand Théâtre, Mesdames et Messieurs, passera de 46 millions à 49,5 millions de francs.

Je tiens donc maintenant à m'exprimer au nom de mon groupe, A gauche toute! Comme d'habitude, nous voilà pris en otage! Vous n'êtes pas sans savoir que, sur la base des comptes 2006-2007, il est possible de conclure que 73% du coût du Grand Théâtre sont des frais fixes financés par les pouvoirs publics. Dès lors, que voulons-nous faire, Mesdames et Messieurs? Si nous touchons à ces 73%, nous touchons à des postes de travail.

Comme vous le savez, notre groupe est très attaché aux conditions de travail des travailleuses et des travailleurs. De même, le crédit qui nous est proposé ce soir est préconisé par les syndicats, les commissions du personnel. Vous imaginez bien alors que, pour notre groupe, il est difficile d'en faire fi.

Cela dit, nous tenons à souligner que nous sommes très attachés à l'aide à la création indépendante. Nous estimons évidemment qu'il ne faut pas faire des

antithèses simplistes, mais, pour nous, le rôle de l'Etat est bien de garantir une diversité culturelle et de veiller à ce que celles et ceux qui font un travail peu commercial, et qui n'attirent donc pas des sponsors ou des mécènes, puissent recevoir une aide, s'exprimer et dénoncer également des problèmes de société. C'est ce qui figure dans notre programme de législature et qui, j'en ai personnellement la conviction, est la piste qu'il faudrait suivre pour notre Ville de Genève en matière de politique culturelle.

Pour ma part, je serais plutôt pour réduire le financement du Grand Théâtre et pour inverser la vapeur en faveur de la création indépendante. Comme vous le savez et comme le magistrat Mugny se plaît à nous le rappeler, ce que l'on donne à l'un on l'enlève évidemment à l'autre, puisque nous sommes obligés, en Ville de Genève, de travailler avec des budgets compensatoires, car nous devons présenter à la fin de l'année des budgets équilibrés.

Je tiens à dire que nous proposerons un amendement au budget 2008 de 300 000 francs en faveur de la création indépendante. Pour nous, il est insensé de devoir prendre en charge le financement à plus de 65% du Grand Théâtre, alors qu'il faudrait mettre des forces à d'autres endroits. Nous estimons également que cette tâche devrait être laissée à l'Etat et aux autres communes, qui ont également l'usufruit de cet opéra et qui le financent de manière vraiment très faible, voire ridicule. Mesdames et Messieurs, 2% de financement de la part de l'ACG, je vous le rappelle...

Au sein de notre groupe, nous avons eu de vives discussions au sujet du financement du Grand Théâtre. A titre personnel, j'aurais souhaité ne pas entrer en matière quant à la demande de crédit complémentaire soumise ce soir. En effet, il faut à mon sens freiner l'alimentation de ce gouffre sans fond, car la Ville ne peut pas à elle seule assumer une si lourde charge. Il est temps de réfléchir sérieusement à l'avenir du Grand Théâtre. Je tenais à préciser ma position personnelle, et ces propos n'engagent que moi.

Néanmoins, après discussion, nous entrerons en matière pour les crédits ayant trait au bien-être du personnel et à l'amélioration des conditions de travail. Pour le reste, nous refuserons d'entrer en matière et je laisserai mes collègues s'exprimer là-dessus. Mesdames et Messieurs, nous ne comprenons pas pourquoi, alors que l'économie suisse va si bien – à Genève les banques gèrent 1000 milliards de dollars, c'est-à-dire mille fois le budget de la Ville! – il est si difficile de trouver des mécènes... (*Protestations.*) Je vous rappelle que ces banques bénéficient aussi des premières de l'opéra et que la jet-set genevoise s'y rend... Il serait dès lors souhaitable que les banques participent un peu plus, même si, il faut le reconnaître, certaines le font déjà depuis de nombreuses années.

Ce qui nous a surpris aussi, c'était de découvrir, dans le plan financier quadriennal présenté par la fondation, que le déficit se montait à 2 millions de francs

par année. Alors, on vient nous dire que les municipalisations coûtent cher, mais j'aimerais vous rendre attentifs au fait que certains postes de travail sont très précarisés. Je pense au ballet. Il est le seul à rapporter de l'argent à l'institution mais, en guise de remerciement, nous avons découvert qu'au lieu de vingt-deux danseurs fixes, il serait question bientôt de n'en avoir plus que dix-huit, et quatre stagiaires... Tout cela, pour les remercier des apports financiers qu'ils amènent au Grand Théâtre.

Au moment de la mise en danger du ballet, il y a quelques années, on nous a dit que si le ballet mourrait, le Grand Théâtre disparaîtrait... Nous avons donc voté un crédit d'urgence et découvert par la suite, Mesdames et Messieurs, que ce crédit n'était pas allé au bénéfice des danseurs. De même, chaque année, on nous a dit qu'il fallait doter le Grand Théâtre d'une programmation de qualité, que nous ne pouvions pas toucher à la programmation, car les mécènes se retireraient. C'est ce que nous avons fait...

Le président. Vous approchez les dix minutes, Madame la conseillère municipale...

M^{me} Vera Figurek. ... mais cela n'a pas empêché la Fondation Hans-Wilsdorf de se retirer. Alors, Mesdames et Messieurs, on nous dit beaucoup de choses mais, cette fois-ci, nous veillerons à ce que les crédits votés soient destinés au bien-être du personnel et non pas à d'autres fins.

Je ne reviendrai pas sur les postes de direction, qui n'ont jamais été revus à la baisse. Ils ont même été réévalués à la hausse et, pour le directeur artistique qui sera engagé pour 2009, cela continuera ainsi. Alors, des efforts sont demandés, mais les décors des superproductions ne diminuent pas réellement et, évidemment, c'est le fonctionnement qu'il faut revoir.

Ce soir, nous devons nous déterminer sur la création d'un poste de direction des ressources humaines. Je vous rappelle que la personne a déjà été engagée et commencera son mandat à 20% au mois de décembre déjà. J'ai posé la question à M. le maire Mugny: si nous ne votons pas ces 2,5 millions de francs, que se passera-t-il? La réponse a été: «Eh bien, vous serez responsables de la fermeture du Grand Théâtre...» Mesdames et Messieurs, notre groupe A gauche toute! est très mécontent du chantage qui nous est fait chaque année, nous tenions à le dire.

Avant l'arrivée de M. Mugny, nous étions à 35 millions de francs de financement pour le Grand Théâtre; maintenant, en 2009, nous en sommes bientôt à 50 millions de francs si nous acceptons les crédits proposés. Alors, je vous le demande, jusqu'où ira-t-on? Quant à nous, nous nous contenterons de voter,

comme je vous l'ai dit, les postes qui répondent aux deux audits de Sherwood et de Créalyse. Nous veillerons à ce que l'amendement qui sera introduit par mes collègues soit défendu et, Mesdames et Messieurs, je vous invite à le voter. (*Applaudissements.*)

M^{me} Salika Wenger (AGT). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, en préambule, j'aimerais éclaircir un point important. Normalement, les personnes de mon groupe ne défendent pas l'opéra. Beaucoup pensent que trop peu de citoyens ont accès à cette forme de culture et à cette institution, et que le prix à payer pour son financement devient un peu trop important pour une petite ville comme la nôtre. Je suis de ceux-là.

La tendance naturelle de mon groupe serait de promouvoir ce que l'on appelle la contre-culture et qui, maintenant, s'appelle la culture alternative et pour laquelle, soit dit en passant, il est toujours difficile de trouver des financements. Et, dans cette perspective, force est de constater d'ailleurs que le magistrat a montré une certaine ouverture, et personne ne s'en plaint.

Mais notre propos n'est pas d'opposer les formes d'expression. D'ailleurs, il n'est pas inutile de rappeler, même à M. Hämmerli, que l'opéra, au XVI^e siècle, était une forme de contre-culture, puisqu'il s'opposait à la culture religieuse, je vous le rappelle, Monsieur... En outre, au XIX^e siècle, en tout cas dans le deuxième tiers du siècle, l'art lyrique était très populaire et a eu quelque incidence politique importante, par exemple sur la révolution de 1848, à Paris. Donc, l'art alternatif ne l'est que pour les générations qui le définissent comme tel. Le problème est qu'inévitablement le temps transforme tout, et même le jazz, dont nous connaissons les origines, est aujourd'hui taxé de culture bourgeoise...

Vous aurez donc compris que ce n'est pas parce que nous considérons l'opéra comme un art bourgeois que nous nous opposons à cette demande de crédit supplémentaire. Je voulais éclaircir ce point.

Ce qui nous semble important, aujourd'hui, c'est que, à part tous les points qui ont été énoncés par ma collègue de parti, il nous semble impossible de voter ces 2,5 millions de francs, et même de voter quoi que ce soit concernant le Grand Théâtre, tant que nous n'aurons pas une définition claire d'une politique culturelle conséquente pour le théâtre dans son ensemble. Nous ne voulons pas parler simplement du Grand Théâtre.

Or le piège du Grand Théâtre, c'est que chaque fois qu'on nous demande une somme supplémentaire, nous sommes tous crispés sur le Grand Théâtre et nous oublions les autres institutions, qui méritent comme le Grand Théâtre d'être financées, c'est le moins qu'on puisse dire! Et là, encore une fois, nous allons parler des raisons de financer le Grand Théâtre. Ce n'est plus possible.

Nous ne voterons plus rien avant d'avoir – un – une définition qui soit, je dirais, cohérente de la politique culturelle du théâtre et de la culture en général dans notre canton et – deux – une définition du statut du personnel, des acteurs culturels. Nous voulons une définition progressiste d'un gouvernement de gauche, et digne de ce gouvernement de gauche, à savoir qu'il prenne en compte les difficultés rencontrées par les travailleurs du théâtre et des autres arts, et que ce statut soit défini de manière claire.

Par ailleurs, il nous semble difficile de voter un supplément au budget alors que nous n'avons pas encore voté ce budget. C'est là aussi une pratique qui paraît un peu curieuse pour la néophyte que je suis... Alors, aujourd'hui, nous pensons qu'il serait effectivement judicieux de voter la municipalisation, et strictement la municipalisation. Rien de plus, parce qu'il est probable qu'avec la dotation dont bénéficie le Grand Théâtre – 47 millions de francs, c'est énormément d'argent! – il est possible de faire des économies d'échelle qui permettent d'engager un directeur des ressources humaines et d'entreprendre une rénovation du système informatique pour le rendre plus performant, et un certain nombre d'autres choses encore.

Alors, ce soir, je dirais que – pour la toute dernière fois – nous acceptons de faire un effort à hauteur de 910 650 francs, et pas un sou de plus! Ce montant représente très exactement la couverture pour la municipalisation des six personnes qui ont été définies tout à l'heure, et pour l'engagement du directeur des ressources humaines. Nous présentons donc l'amendement suivant:

Projet d'amendement

«*Article premier.* – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire supplémentaire de 910 650 francs destiné...»

Pour ce qui est de construire des bureaux luxueux, des espaces merveilleux ou je ne sais quoi encore, pour faire des réserves, pour tout cela, il va falloir trouver une autre vache à lait! Il n'est pas possible que la direction du Grand Théâtre, que le magistrat, que toutes les personnes qui ont la responsabilité de la gestion de la culture puissent avoir pensé un seul moment que nous avons commandé ces audits pour justifier des demandes supplémentaires de financement! C'est quand même délirant! Nous espérons que les conséquences seraient tirées des audits que nous avons reçus.

Dans ces audits, il est très clairement dit que l'on peut faire des économies. Il ne m'appartient pas, pas plus qu'à qui que ce soit dans cette enceinte, de faire le programme artistique. Ceci dit, j'aimerais rappeler que, au sein de cette merveilleuse fondation que l'on nous dépeint depuis des heures comme étant le fleu-

ron de notre République, il existe un conseil de fondation, et je suis tout à fait stupéfaite de voir que ce conseil de fondation ne respecte pas la loi.

Je sais qu'à de réitérées reprises il a été demandé à notre magistrat de nous donner la liste du personnel employé par cette fondation et qui n'est pas du personnel artistique. Or la loi est extrêmement précise, elle dit que la fondation ne peut employer que du personnel artistique. Mais ce n'est pas le cas. Nous voulons donc une régularisation de ce personnel et, surtout, savoir de combien de personnes il s'agit. Nous sommes en train de parler de municipalisation... Parfait! Combien? Cinquante, soixante, quatre-vingts, cent personnes? Nous ne le savons toujours pas! J'aimerais que la fondation s'en tienne à son rôle, qui est de n'employer que des personnes qui sont du personnel artistique, un point c'est tout.

Ce soir, je présente donc cet amendement au nom de mon groupe. Nous accepterons un peu moins de 1 million de francs et, pour le reste, ou il faudra faire des économies, ou il faudra bien un jour que le Canton, les communes – et j'ai envie de dire le reste de la région – se rendent compte que le Grand Théâtre est d'une importance régionale, que tout le monde doit mettre la main à la poche. Et nous nous refusons à porter la responsabilité d'une prétendue fermeture, cette fermeture du Grand Théâtre qui nous pend au nez tous les ans, à chaque fois qu'on nous demande un budget supplémentaire... Cette fois-ci, il suffit, nous voterons ce million de francs uniquement et, pour le reste, à Dieu vat! (*Applaudissements.*)

M^{me} Christine Camporini (R). Le groupe radical reconnaît bien sûr le travail artistique fait par le Grand Théâtre. Nous ne voulons pas la mort du Grand Théâtre. C'est vrai que ces 2,5 millions de francs viennent un peu tardivement, que nous recevons des rapports de plusieurs dizaines de pages au dernier moment, tout cela est un peu curieux... Mais il est vrai qu'il y a situation d'urgence, donc nous avons fait notre travail et nous avons étudié ce dossier avec l'attention qu'il méritait.

Je vais lever le suspense tout de suite: nous voterons la demande de crédit supplémentaire de 2,5 millions de francs. Toutefois, nous pensons que cela ne doit pas esquiver les problèmes qui règnent dans cette institution et que nous souhaitons pouvoir soulever ici.

Tout d'abord, le retrait de la Fondation Hans-Wilsdorf nous semble problématique. Nous avons entendu cette histoire de goutte d'eau, de plusieurs millions de francs finalement. Aujourd'hui, M. Mugny nous dit que ce n'est pas ce qu'il a dit. Pour ma part, je veux bien, je n'étais pas là... En revanche, j'ai constaté, lors de l'audition de la Fondation Hans-Wilsdorf, qu'il y a à l'évidence un problème humain, un problème relationnel. J'ai vu des personnes profondément blessées.

Je l'ai ressenti ainsi, mais je n'étais pas là pour savoir ce qui s'est passé. Toutefois, ce constat est clair. Il y a eu un gâchis humain quelque part – j'ignore lequel – et ce gâchis humain a amené un gâchis financier de 1 million de francs aujourd'hui. Ce n'est pas acceptable.

Qui est responsable? Je ne le sais pas, mais ce que je sais, c'est que nous ne souhaitons pas, nous, groupe radical, que cette situation perdure. Il doit y avoir une prise de conscience où chacun pourra se remémorer là où il a pu blesser l'autre. J'ai vu des personnes humainement vraiment touchées, et cela doit être pris en compte, d'autant plus lorsqu'il s'agit de sponsors. Le gâchis, en effet, n'est jamais bon pour les finances.

Je veux relever un autre aspect, la gestion du personnel. Avec le groupe radical, nous nous réjouissons du travail fait par la Fondation du Grand Théâtre et nous souhaitons, en acceptant ce crédit supplémentaire, encourager la fondation à aller dans ce sens. Toutefois, j'avais demandé en commission – et je souhaiterais que nous recevions ces éléments avant le vote du budget – le taux d'absentéisme au sein du Grand Théâtre, non pas pour pleurer sur le passé, quoique je pense que des personnes vivent encore aujourd'hui dans leur chair le fait d'avoir été malmenées d'une façon ou d'une autre. Elles méritent que leurs soucis soient rendus publics. Le fait que le taux d'absentéisme soit connu serait une manière d'en tenir compte.

Nous souhaitons vraiment que ce taux d'absentéisme soit connu avant le vote du budget. Non pas pour pleurer sur le passé mais pour éviter le même taux d'absentéisme l'année prochaine, ce qui nous permettra de constater que les efforts mis en œuvre auront porté leurs fruits et que l'engagement de ce directeur des ressources humaines aura été bénéfique à cet égard.

D'autre part, nous sommes également inquiets de l'augmentation systématique, année après année depuis dix ans environ, des frais de personnel. Bien sûr, ces frais sont liés aux mécanismes salariaux, mais cela n'explique pas tout, parce que ces mécanismes salariaux sont très clairement et très précisément prévisibles.

Nous voulons rendre le Conseil administratif attentif à ces questions de personnel. Si nous désirons connaître le taux d'absentéisme, c'est bien pour vérifier que les problèmes ne sont pas mis sous le tapis, mais qu'ils sont assumés, regardés en face et bel et bien réglés. Or, les régler, c'est aussi nous donner les moyens de ne pas simplement engager des temporaires ou du personnel auxiliaire pour pallier des absences maladie dues à une mauvaise gestion du personnel.

Nous voterons, comme je le disais, ce crédit extraordinaire pour favoriser le retour de la sérénité au Grand Théâtre. C'est le signe de la confiance que nous souhaitons témoigner envers le conseil de fondation et envers les efforts consentis

pour essayer de trouver la solution de ce problème. Nous espérons pouvoir mesurer le règlement de ce problème grâce à toutes sortes de signes, notamment par rapport au taux d'absentéisme.

(La présidence est reprise par M. Guy Dossan, président.)

M^{me} Florence Kraft-Babel (L). Mesdames et Messieurs les conseillères et les conseillers municipaux, au moment où le Conseil administratif nous a présenté cette demande de crédit extraordinaire de 2,5 millions de francs, d'aucuns se sont étonnés que l'Entente – le groupe libéral particulièrement – propose conjointement d'étudier une motion, et ceci en urgence.

Mesdames et Messieurs, pourquoi? Plus d'une année de turbulences ont permis de brasser autour de nous l'idée principale que cette institution coûtait trop cher, que tout le monde était trop payé, que le directeur gagnait trop, que l'institution grevait le budget municipal... Or que voyons-nous après avoir ouvert cette institution à la suite d'un audit? Elle coûte encore plus cher!

Cela mérite réflexion, Mesdames et Messieurs. Il ne nous paraissait pas naturel que, sans autre, nous disions oui à un crédit quand d'aucuns ne se sont pas cachés de dire – et de se vanter – dans la presse qu'ils avaient découvert que le coût était trop élevé, pour ceci ou pour cela. Et voilà qu'ils sont les premiers, ce soir, à se lever pour vous dire que, si vous ne votez pas ces 2,5 millions de francs, l'institution est perdue et que vous n'avez même pas le moindre sens de la responsabilité. Mesdames et Messieurs, c'est faux!

Je salue ici le courage et l'authenticité de toutes les préopinantes et tous les préopinants qui demandent le débat de fond. C'est exactement ce que nous voulons. Nous regrettons bien entendu de devoir le faire dans l'urgence et nous espérons vivement que ce débat aura lieu dans les mois et les années à venir, puisqu'il s'agit d'une institution que nous voulons pérenne.

Qu'avons-nous entendu? Cela ne va pas, c'est de la faute à celui-ci, c'est de la faute à celui-là... Des analyses bien genevoises, dirais-je... C'est de la faute à Blanchard, c'est de la faute à de Preux, c'est de la faute à l'ancien conseil de fondation... Sommes-nous bien justes, Mesdames et Messieurs?

A l'heure où nous devons prendre le destin du Grand Théâtre en main, vous serez peut-être intéressés de connaître quelques-unes des préoccupations de M. Patrick Bloche, à l'Assemblée nationale française, qui a posé une question orale, le 29 mars 2005, au sujet des conditions de travail à l'Opéra national de Paris, dont le directeur était Hugues Gall, disant que si son bilan artistique ne

saurait être contesté, il en va par contre tout autrement du bilan social de ce long mandat. Aux motifs d'une productivité sans cesse plus soutenue, le rythme d'activité s'est intensifié au détriment des conditions de travail, entraînant de nombreux problèmes de sécurité, une augmentation sensible des arrêts maladie. Le comité d'hygiène évoque la souffrance au travail, le harcèlement moral ainsi que les humiliations subies par le personnel de l'Opéra national de Paris, et le député demande un audit social portant sur la gestion de cet opéra entre 1995 et 2004.

Mesdames et Messieurs, cela vous rappelle-t-il quelque chose? Est-ce la faute de celui-ci ou de celui-là? N'est-ce pas plutôt de notre responsabilité? Avons-nous pris la mesure des besoins d'un personnel, aujourd'hui, pour qu'il soit véritablement efficient, heureux dans une maison comme celle que nous appelons notre opéra? Ne sommes-nous pas injustes, aujourd'hui, en disant peut-être sans aucun regret adieu à Jean-Marie Blanchard – il a porté notre institution sur le devant de la scène deux années consécutives, avec des prix européens – et cela pour des questions de personnel liées à l'évolution de la société et des conditions mêmes de travail? En réalité, un cahier des charges était confié au secrétaire général. Au fond, nous voulions simplement faire porter à une seule personne le poids qui nous revient à tous.

Que demandent les libéraux? Ils demandent non pas que soit portée par une seule personne la responsabilité d'une institution phare comme celle du Grand Théâtre, mais que nous répondions tous ensemble, pour soutenir l'institution, à trois questions très simples. Quelle institution voulons-nous? Quels moyens nous donnons-nous? Qui paie?

La première question concerne la mission confiée au Grand Théâtre. Savez-vous que le conseil de fondation attend depuis quatre ans, de la part du département de la culture, une convention qui en fixerait effectivement le cap? Voulons-nous un Grand Théâtre avec ou sans ballet? Avec ou sans chœur? Nous devons nous poser ces questions.

La seconde question, ce sont les moyens que nous nous donnons, le plan financier quadriennal. C'est également cet équilibre entre la tête du Grand Théâtre et son corps – le renforcement de la tête et le corps que nous savons aujourd'hui être bicéphale. Lorsque vous avez une hydre à deux têtes, c'est à la longue ingérable. Aujourd'hui encore, des employés qui travaillent sur le plateau ont quatre semaines de vacances, d'autres cinq semaines. Il ne nous semble pas, à nous libéraux, qu'on peut se contenter d'une municipalisation rampante pour régler ce problème de manière satisfaisante pour les uns et les autres.

En tout cas, si cette piste en est une, il y en a d'autres, qui n'ont pas encore été prises en compte. Nous demandons une étude plus approfondie de la question du statut de l'ensemble du personnel.

Notre troisième question a trait à la maîtrise des coûts. Dans cette optique, nous soutiendrons l'engagement non seulement d'un directeur des ressources humaines pour les questions liées au personnel, mais d'un directeur administratif et financier. Cette demande de crédit ne nous est pas encore parvenue, mais, le moment venu, nous soutiendrons une gestion de la maîtrise des coûts plus intense à l'intérieur du Grand Théâtre.

Nous entendons avec reconnaissance et intérêt la préopinante socialiste nous annoncer que son parti prend ses responsabilités et une initiative vis-à-vis du Canton. Je crois que les temps où la municipalité, à elle seule, voulait son Grand Théâtre sont révolus. Ce n'est plus dans l'esprit d'aujourd'hui. Le théâtre ne peut plus être que municipal, il doit être au minimum, pour une part, soutenu également par le Canton – ne serait-ce que par reconnaissance – voire par la région. Ce débat décomplexé, ouvert et libre doit avoir lieu. Nous espérons que, ensemble, au-dessus des querelles partisans, nous obtiendrons un soutien à notre institution phare.

Enfin, les mécènes... La part la plus belle du soutien, celle qui provient de ce don, libre et généreux, qui, pour certains, semble être une goutte d'eau, mais qui, pour nous, est une goutte d'or de la part de ceux qui paient déjà des impôts, qui achètent les abonnements au Grand Théâtre, qui constituent des cercles et des associations privées pour encourager leurs collègues et amis à soutenir une institution librement. Nous devons encourager ces gestes.

Nous avons beaucoup regretté que d'aucuns aient accepté, sans réagir suffisamment, que ces mécènes soient traités publiquement, et dans la presse, de rats. On l'a dit au conseil de fondation. Si nous avions su réagir plus tôt, peut-être ne serions-nous pas en train de devoir voter, ce soir, 1 million de francs supplémentaire.

Voilà pourquoi, préalablement à la proposition PR-578, les libéraux auraient souhaité le vote de la motion M-725, sachant que si celle-ci est acceptée par vous et reçue avec bienveillance, c'est une garantie pour l'institution. A ces conditions, les libéraux, qui soutiennent depuis toujours le Grand Théâtre, voteront ces 2,5 millions de francs, en espérant qu'ils contribueront au redressement et à la pérennité de notre institution phare. (*Applaudissements.*)

M^{me} Anne Moratti Jung (Ve). Sur la proposition PR-578, je n'ajouterai pas grand-chose, parce que ma collègue a déjà dit une grande partie de ce que nous voulions développer, et que nous aurons de toute façon le choix entre le sauvetage de cette institution ou son enterrement de première classe. Nous avons donc décidé, nous les Verts en tout cas, de sauver cette institution.

Pour l'avenir du Grand Théâtre, les vraies questions se posent maintenant plus par rapport à la motion M-725, déposée par les libéraux. Quel Grand Théâtre voulons-nous? Une grande institution qui rayonne au-delà de la ville et du canton, générant des emplois directs ou indirects? Ou une petite institution théâtrale, très sympathique au demeurant, pas trop chère, mais qui, évidemment, n'aura pas les mêmes retombées, ni économiques ni en termes de renommée internationale?

D'autre part, la même question se pose pour le ballet du Grand Théâtre, au sujet duquel nous avons entendu exactement le même genre de réflexions. Un ballet de 22 danseurs ne sera pas le même qu'un ballet de 18, ou 15, ou 10 danseurs. Toutes ces questions, nous devons nous les poser, mais nous devons également les poser aux autorités cantonales, aux autres communes et aux personnes susceptibles de cofinancer cette institution – des privés aussi, bien sûr.

Seulement voilà, nous devons aussi être conscients qu'en demandant un cofinancement à d'autres communes, à l'Etat ou à des privés, nous allons redéfinir les règles du jeu et que nous ne serons plus les seuls maîtres à bord. Nous avons appris qu'une telle proposition avait été faite au cours d'autres législatures et que les conseillers municipaux de la Ville de Genève voulaient rester maîtres à bord. J'espère qu'aujourd'hui nous avons changé de mentalité et que nous sommes prêts à gouverner avec d'autres personnes.

Par conséquent, en donnant ce soir le mandat au Conseil administratif de clarifier la mission de l'institution et de trouver d'autres partenaires privés ou publics, nous répondons aux questions importantes pour l'avenir du Grand Théâtre. Nous n'avons pas eu le débat de fond que nous désirons tenir un jour pour la culture, mais nous avons, en tout cas pour le moment, défini les grandes questions. En effet, en votant cette proposition et cette motion, nous voulons une institution d'envergure, cofinancée par des partenaires publics et privés, et nous sommes prêts à laisser au Conseil administratif une certaine marge de manœuvre et, peut-être, à redéfinir la règle du jeu avec des partenaires.

Restent maintenant les questions internes liées au personnel. A mon avis, elles sont trop peu mises en évidence dans la motion amendée. En effet, seules les questions de temps de travail y figurent. Nous étions face à un dilemme assez inconfortable. Nous aurions bien voulu voter les conclusions de l'audit Créalyse, mais, malheureusement, il faisait l'objet de procédures judiciaires et nous n'avons pas eu le loisir de le recevoir officiellement, même s'il a circulé officieusement.

Nous ne pouvons décemment pas recommander les conclusions d'un rapport qui a fait l'objet de procédures judiciaires et que nous n'avons pas lu officiellement. Cependant, je propose deux amendements à la motion M-725 pour contourner ce problème et prendre en compte le travail déjà mis en œuvre afin de rétablir les rapports de travail et la sécurité au sein de l'institution. Ces deux

amendements visent à ajouter une huitième et une neuvième invite, dont le libellé est le suivant:

Projets d'amendements

- «– veiller à maintenir la confiance et l'écoute entre la hiérarchie et l'ensemble du personnel;»
- «– garantir la sécurité du personnel.»

Cela ne va pas révolutionner cette motion, c'est simplement pour établir un équilibre entre les questions budgétaires et les questions de personnel.

M. Jean-Charles Lathion (DC). Je crois que tout a été dit et bien dit. Certaines déclarations s'inscriront dans l'histoire même puisqu'on a appelé au vote nominal... Genève vit un paradoxe. Genève, qui est un foyer culturel reconnu où les personnes venues de l'extérieur sont ravies, à leur arrivée dans notre ville, de découvrir toute la richesse culturelle, au niveau des théâtres, des diverses formes d'art, eh bien, Genève a mal à sa culture... Nous avons eu la Comédie, nous avons BAC+3, le Grand Théâtre... C'est beaucoup et les démocrates-chrétiens en appellent, comme plusieurs partis dans cette enceinte, à un véritable débat sur la politique culturelle que nous voulons.

A propos du Grand Théâtre, deux audits ont été votés par l'ensemble de ce parlement. Des conclusions ont été émises par les deux auditeurs, Sherwood et Créalyse, et une application de ces mesures est proposée. Coût: 2,5 millions de francs, à quoi j'ajouterai le prix des audits, 300 000 francs et plus. Nous frisons donc les 3 millions de francs! De surcroît, vous savez très bien que, pour rétablir la situation du Grand Théâtre, il faudra également admettre 1,5 million de francs durant un certain nombre d'années.

Nous sommes tout à fait solidaires des préoccupations de ceux qui, se sentant responsables des deniers publics, se demandent jusqu'à quand, jusqu'à quelle limite la Ville peut intervenir. On peut se retourner vers d'autres et considérer que c'est à l'ACG et à l'Etat d'intervenir... Je veux bien, mais où sont les promesses? Nous constatons que des donateurs se retirent. Pour moi, quand des donateurs se retirent, des clignotants s'allument. Nous devons nous poser la question de savoir comment faire désormais pour recueillir leur soutien. Certainement pas en affichant nos crises ou du mépris envers ces donateurs, mais en reconnaissant leur travail!

J'ai été très étonné de l'attitude d'A gauche toute!, qui nous dit que puisqu'on doit donner tant au Grand Théâtre, elle va réclamer 300 000 francs pour la création indépendante...

Je dirai que nous devons effectivement appréhender ce budget comme une situation de crise. Or nous voulons tous sortir de la crise et nous l'avons d'ailleurs tous très bien démontré lors des débats en séances communes des commissions des arts et de la culture, et des finances.

Le Parti démocrate-chrétien demande une politique claire et que nous définissions une limite: jusqu'où voulons-nous aller? Tout à l'heure, M^{me} Moratti Jung nous parlait de théâtre de province: lorsqu'on a un budget de plus de 50 millions de francs, on n'est pas dans un théâtre de province! Nous avons bien conscience, dans une ville internationale comme Genève, que le Grand Théâtre exige des investissements, mais nous avons de plus en plus l'impression que ces investissements sont incontrôlables et que cela continuera ainsi durant des années.

Par conséquent, le Parti démocrate-chrétien n'aura de cesse de demander, au niveau de la Fondation du Grand Théâtre et de la Ville de Genève, que nous puissions cadrer cette spirale des coûts. Nous voulons savoir où nous allons grâce à une politique culturelle qui pose des limites bien précises à cette institution, car nous nous inscrivons peut-être dans l'histoire dans le débat de ce soir, mais l'histoire se répétera et je vous donne rendez-vous l'année prochaine sur le même sujet!

M^{me} Salika Wenger (AGT). Je ne peux pas laisser M. Lathion dire ce qu'il vient de dire. Ce n'est pas parce que nous acceptons une partie du financement pour le Grand Théâtre que nous exigeons les 300 000 francs pour la création indépendante. Non, c'est pour qu'il puisse exister une relève, pour que nous n'entendions plus jamais, entre autres reproches, que les théâtres genevois achètent des spectacles tout faits, qu'il n'y a pas de création à Genève. Voilà pourquoi nous demandons humblement une rallonge pour la création indépendante. Elle est bien modeste, elle n'est que de 300 000 francs, ce qui est loin du budget du Grand Théâtre, et les deux montants ne sont pas liés directement.

Ce n'est donc pas parce que nous faisons un effort pour le Grand Théâtre que nous demandons un effort parallèle pour la création indépendante. Non, Monsieur Lathion!

Mais là, j'aimerais intervenir sur la motion M-725 et remercier d'abord les libéraux et les radicaux de l'avoir déposée, parce qu'il existe un certain nombre d'invites, et même de considérants, que nous aurions pu écrire nous-mêmes, à A gauche toute! Néanmoins, lorsque j'ai entendu M^{me} Kraft-Babel dire tout à l'heure à quel point elle regrettait l'absence d'aide financière de la part des communes et du Canton, j'aimerais rappeler qu'en commission votre groupe a voté contre un amendement qui avait été présenté et qui invitait à «interpeller *le Canton, les communes et la Confédération* pour une aide financière régulière permettant d'envisager l'avenir avec sérénité».

Je représente, au nom de mon groupe, cet amendement, parce que, comme vient de le dire mes préopinants, nous sommes arrivés à nos limites. Aujourd'hui, le Grand Théâtre nous coûte trop cher et nous ne pouvons pas toujours faire appel aux seuls contribuables de la Ville de Genève, ce n'est plus possible! Cet amendement complète ainsi la quatrième invite:

Projet d'amendement

«– interpellier le Canton, les communes *et la Confédération pour une aide financière régulière* permettant d'envisager l'avenir avec sérénité;»

En outre, même si les invites peuvent sembler politiquement acceptables pour A gauche toute!, je tiens à préciser que s'agissant d'élaborer avec l'ensemble du personnel fixe «un statut d'employé harmonisé», nous serons extrêmement attentifs à la forme du statut qui sera présenté. En effet, il n'est pas question pour nous de niveler par le bas le statut du personnel ni de mettre tout le personnel du Grand Théâtre et des institutions culturelles au bénéfice des lois du travail qui seraient les lois minimales, à savoir le Code des obligations. Ce ne sera pas possible. Je préfère prévenir tout de suite ma collègue Florence que nous serons très attentifs à ce qui sera défini par un statut d'employé harmonisé.

M^{me} Christine Camporini (R). Le groupe radical n'est pas du tout d'accord avec la proposition d'amendement. Nous ne voyons pas très bien, d'une part, ce que cela vient faire dans cette demande de crédit extraordinaire et, d'autre part, nous trouvons que le groupe A gauche toute! est très pointilleux au sujet du nombre de personnes qui seront municipalisées. Là, tout à coup, nous ne savons pas très bien à quel projet ces 300 000 francs pour la création indépendante sont destinés. C'est très flou. Nous ne pouvons pas être d'accord avec cet amendement.

M. Patrice Mugny, maire. Mesdames et Messieurs, ce fut un vaste débat et je me vois mal répondre de manière exhaustive, d'autant plus qu'un certain nombre de réponses ont déjà été données. Il est bientôt 22 h 50 et le président a dit que nous irions jusqu'au bout du débat... Cela dit, il me semble important de rectifier au moins deux ou trois erreurs. Pour le reste, ma foi, les avis politiques demeurent, le débat suit son cours et la démocratie tranche.

A propos de chiffres, le Grand Théâtre, c'est entre 350 et 400 emplois, principalement des artistes et des artisans, avec certaines professions qui n'existent d'ailleurs qu'au Grand Théâtre, sans compter, par exemple, l'OSR et ses 112 musiciens, qui n'existerait probablement plus si le Grand Théâtre disparaissait.

sait, je le dis sans polémique. Il y a donc près de 500 personnes qui vivent directement ou indirectement du Grand Théâtre, et je parle là de celles qui sont très proches de cette institution. Je ne tiens pas compte de toutes les personnes qui bénéficient de commandes à l'extérieur du Grand Théâtre.

Sur la question du ballet, je suis désolé, Madame Figurek, le passage de 22 à 18 personnes n'a pas été fait en cachette: il a été décidé à l'occasion de la dernière demande de crédit. Nous n'avons pas présenté un crédit supplémentaire chaque année: nous avons demandé deux fois de l'argent, en expliquant les économies que nous allions faire. Le Conseil municipal a voté ces économies – notamment votre parti – y compris le passage de quatre postes de danseurs à stagiaires.

Je ne veux pas polémiquer, mais expliquer simplement que ces choses ont été votées. Il n'y a pas eu un magistrat ou un directeur d'institution qui a agi en cachette pour amoindrir la capacité du ballet à être performant. D'ailleurs, vous le savez certainement, le ballet est aujourd'hui connu dans le monde entier. Il fait des tournées remarquables et, à aucun moment dans le débat actuel, nous n'avons parlé de le supprimer. Nous n'avons plus du tout reparlé du ballet comme d'un fusible éventuel. C'est tout de même important de le noter.

Maintenant, au sujet du mécénat, du sponsoring... Il semblerait, d'après les chiffres en notre possession, que plus de 30% de l'argent rentre au Grand Théâtre grâce au mécénat, au sponsoring et à la billetterie. Ce serait – je mets au conditionnel, mais c'est assez fiable, semble-t-il – un chiffre exceptionnel, donc très positif. Cela veut dire que nous ne sommes pas, et de loin, peu lotis ou mal lotis par rapport à ce qui vient d'ailleurs que des institutions.

Je le rappelle, la Ville met 38 millions de francs – et pas 50 millions de francs – au Grand Théâtre et, si nous ajoutons la part de l'OSR, cela fait un bout de plus. Mais, formellement, la part personnel – salaires compris – c'est 38 millions de francs. J'aimerais préciser que c'est moi qui ai introduit, il y a quatre ans, l'indexation des salaires du personnel fondation. C'était une nouveauté, avant l'indexation était prise ailleurs, notamment sur la création artistique et, dans le cas particulier, le Conseil municipal a voté ces dernières années une indexation de la subvention, qui est principalement les salaires de la fondation.

J'aimerais préciser que la création indépendante a fortement progressé depuis quatre ans – quelqu'un l'a relevé, je crois. Vous avez dit, Madame Wenger, que vous aimeriez savoir quelle est la politique théâtrale. Je ne vais pas développer à ce propos, mais puisque vous mettez là une condition avant même de pouvoir imaginer voter quelque chose pour le Grand Théâtre, je vais répondre.

Je me rappelle très bien être passé deux ou trois fois en commission des arts et de la culture pour expliquer la politique du théâtre... Je vous la fais très brève ici, mais je vous l'expose en une heure et demie quand vous voulez! Mais vous

êtes nouvelle arrivée et vous n'avez pas entendu l'exposé. C'est vrai, il y a quelques mois, je n'ai pas repris l'explication de ma politique culturelle en matière de musique, de bibliothèques, de cinéma, de danse, et ainsi de suite...

Pour le théâtre, nous avons en tout cas trois axes – je vous la fais vraiment simple. D'une part, nous avons essayé d'élargir l'éventail des possibilités. Quand nous avons décidé de soutenir le Théâtre Confiture et de regrouper le Théâtre En Cavale à Pitoëff, nous avons essayé de regrouper certaines parties du théâtre populaire – auparavant dispersé – en ville. Nous avons fait des choix extrêmement pointus et courageux – pas moi, Patrice Mugny, mais la Ville de Genève – par rapport au Grütli. Nous avons décidé que si le théâtre populaire devait être mieux soutenu, il fallait aussi soutenir le théâtre plus pointu et plus expérimental.

Nous avons élaboré un dossier pour la Nouvelle Comédie. On nous demande où il en est, mais vous savez très bien que si, dans d'autres cantons, on construit en quatre ou cinq ans, voire parfois moins, il faut quinze ans, vingt ans pour construire à Genève, je l'ai dit. Par exemple, l'Alhambra est une simple rénovation, mais on en parle depuis cinq ans, et il n'est toujours pas rénové. D'ailleurs, le dossier de la construction n'est même pas dans votre commission.

C'est vrai, c'est très lent à Genève, où les lois sont extrêmement contraignantes, mais le dossier de la Nouvelle Comédie est actuellement à la commission des travaux. Le projet, dans sa forme, avant le concours, a été déposé et nous attendons le retour. C'est vrai que nous l'avons gelé à un moment donné parce que nous voulions attendre la fin des élections, afin d'éviter que la Comédie ne soit victime d'une polémique électorale. Les élections passées, nous avons dit que le débat pouvait être relancé. Il vous appartient aujourd'hui de faire avancer ce dossier.

Encore dans le domaine du théâtre, nous avons décidé de ne plus arroser n'importe comment, mais d'établir des conventions. Actuellement, une série de troupes indépendantes sont conventionnées. Elles savent que nous leur garantissons un certain montant sur une période de quatre ans – je répondais tout à l'heure à une question à ce propos – ce qui leur permet de s'organiser, de faire une année quelque chose de plus cher, une année de moins cher.

Nous défendons donc ce théâtre-là et, aujourd'hui à Genève, Madame Wenger, aucune personne de bonne foi ne peut dire qu'il y a un déficit en matière de pièces de théâtre jouées. Certains soirs, vous avez jusqu'à 20 pièces qui sont présentées en même temps, au point que, ce matin encore, dans mon bureau, une petite compagnie me disait qu'elle devait faire beaucoup d'efforts pour attirer les gens, tellement l'offre est abondante à Genève! Je ne suis pas en train de dire qu'il faut réduire cette offre, mais il faut en tout cas dire qu'elle n'est pas insuffisante aujourd'hui. Bien sûr, on peut toujours aller plus loin, mais l'offre est, me semble-t-il, largement suffisante.

Ensuite, je veux bien assumer le fait que c'est moi qui vous demande les 2,5 millions de francs, mais, tout de même, nous ne sommes pas dans un rapport où le magistrat vient quêter avec sa sébile. Il y a un conseil de fondation dans lequel tous les partis de ce Conseil municipal sont représentés, et ce conseil de fondation a demandé au Conseil administratif, à la suite du rapport Sherwood, d'aller dans ce sens-là. Deux magistrats siègent dans ce conseil de fondation et il y a des gens de différents partis, y compris à la présidence de cette fondation. Quand j'entends regretter que Patrice Mugny ne soit pas allé demander l'argent à la Fondation Hans-Wilsdorf, je me dis que je rêve!

Quand je m'ingérais un peu, l'année dernière, dans les affaires du Grand Théâtre, des manchettes et des pages entières dans les journaux faisaient état de cette ingérence du magistrat! La demande d'argent à la Fondation Hans-Wilsdorf devait évidemment provenir du conseil de fondation, et non pas de la Ville de Genève. La Ville n'est qu'un partenaire qui met de l'argent et ce n'est pas à elle d'aller chercher de l'argent à la Fondation Hans-Wilsdorf pour le remettre au conseil de fondation. Chacun sait que cela ne fonctionne pas ainsi du point de vue institutionnel.

Aujourd'hui, certains demandent jusqu'où nous allons financer le Grand Théâtre. Je crois que c'est M. Lathion qui demandait où serait le plafond. Excusez-moi, mais il n'y a pas besoin de quinze ans d'études pour savoir que ce Grand Théâtre coûte très cher. On me dit qu'il faut aller chercher l'argent ailleurs. Mais il faut tenir un discours clair. Soit on municipalise et tout cela appartient entièrement à la Ville, mais on ne peut plus aller ensuite demander de l'argent à l'Etat et aux communes. Soit on a une fondation totalement indépendante, sous forme de régie publique... (*Remarque de M^{me} Figurek.*) Je ne dis pas que je le souhaite, Madame Figurek, je parle simplement d'un fonctionnement totalement indépendant, régi à ce moment-là avec tous les partenaires qui peuvent rentrer.

En l'état, je suis prêt à ouvrir le conseil de fondation – et sans doute ne suis-je pas le seul à le penser – à toute une série de partenaires. Mais je rappelle quand même que l'Etat voulait devenir partenaire du Grand Théâtre, au début des années 1990. C'est la Ville qui a refusé! La Ville n'est pas allée chercher l'Etat, qui aurait dit non. La Ville estimait qu'elle avait assez d'argent à l'époque, l'Etat n'avait qu'à garder son argent, la Ville voulait avoir sa propre institution... Eh bien, aujourd'hui, l'argent, il y en a un peu moins et on va quémander auprès de l'Etat qui, lui, n'a pas plus d'argent, voire moins d'argent que la Ville, et qui dit non! Mais, de toutes les manières, ce n'est pas en municipalisant, en montrant encore plus que le Grand Théâtre appartient à la Ville que nous réglerons le problème.

Cela dit, à propos du personnel et des injustices, nous avons municipalisé les six premiers postes, et il y en aura entre 20 et 60. Vous nous parlez de l'organigramme. Mais, excusez-moi, si nous n'arrivons pas à savoir si c'est 20, 30 ou 40,

c'est qu'il y a de grands débats pour savoir si certains postes sont artistiques ou non. Ce n'est pas si simple, car certains postes sont entre les deux. Bien sûr, un constructeur, un menuisier, c'est simple. A mon avis, ce sont aussi des artistes, mais c'est clairement dans un atelier. Un administratif est un administratif. Mais vous avez certains métiers artisans que nous ne savons pas où placer. Ce n'est pas si simple et ce n'est pas par hasard que nous avons parlé de 20, 30 ou 40 postes, mais nous négocierons avec les syndicats.

J'ai lu les procès-verbaux et les syndicats, comme vous avez pu le constater, sont pour l'octroi de ces 2,5 millions de francs. Ils savent très bien que les emplois sont un enjeu dans cette affaire-là. Ce n'est pas du chantage, c'est la réalité. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que nous n'avons rien caché, nous avons tout mis sur la table et que, aujourd'hui, le débat sur une nouvelle fondation, une municipalisation, aura lieu dans les prochains mois. On a dit que c'est arrivé trop récemment et que c'est problématique, car on n'a pas eu le temps de réfléchir. J'avais déjà répondu à cela.

Le nouveau conseil de fondation est entré en force le 1^{er} septembre 2007. En fait, il a été très rapide pour produire des documents pareils en quelques semaines. Simplement, il a fait ce travail qui n'avait pas été fait précédemment. Madame Kraft-Babel, c'est insupportable de vous entendre dire, vous qui connaissez le sujet, que le Grand Théâtre demande depuis quatre ans une convention à la Ville. Je peux vous envoyer les lettres demain: cela fait quatre ans que nous demandons au Grand Théâtre d'entrer en matière sur une convention et que le précédent conseil de fondation a refusé! Madame Kraft-Babel, s'il vous plaît, ne racontez pas l'inverse de la réalité!

Je ne veux pas aller plus loin en l'état. Je veux bien avoir le débat sur le Grand Théâtre et la politique culturelle. Nous l'avons déjà eu un certain nombre de fois, comme nous avons eu le débat sur le théâtre en général.

Je me posais la question de savoir s'il ne vaudrait pas la peine que le conseil de fondation, en tout cas son bureau, vienne un jour, ici, devant le Conseil municipal, puisque les explications données à deux commissions – soit à 30 personnes sur 80 – n'ont pas suffi. Il faut que le vote ait lieu ce soir pour aller de l'avant, mais pourquoi ne pas imaginer que le bureau de la fondation vienne ici? Je pense que c'est réalisable sur le plan institutionnel et il pourrait répondre à toutes les questions, tant artistiques que techniques et administratives. Quant à la politique culturelle, c'est moi qui répondrai.

M^{me} Florence Kraft-Babel (L). Je voudrais prendre position sur l'amendement d'A gauche toute! à la motion M-725, qui propose que nous nous adressions à la Confédération. Dans l'invite originale, il était proposé de s'adresser au Can-

ton, puis la commission a amendé la motion en y ajoutant les communes. Nous n'y voyons aucun inconvénient. En revanche, pour ce qui est de la Confédération, nous doutons qu'elle soit l'autorité compétente. C'est pour des questions de compétences que nous n'avons pas voté cette partie-là de l'invite. Le magistrat pourra certainement nous en dire davantage.

Monsieur Mugny, à vous entendre, je ne suis pas agréablement surprise de vos propos, notamment lorsque vous dites que j'aurais, de quelque manière que ce soit, dans le conseil de fondation, refusé le projet d'une convention. C'est votre initiative, il est vrai. A part cela, je ne m'y suis jamais opposée et j'ai lu, dans le rapport PR-578 A, que le conseil de fondation, sans que nous ayons été consultés jusqu'à présent, le met dans les objectifs à long terme. Je trouve cela regrettable et je souhaiterais que cette municipalité le place non pas dans les objectifs à long terme, mais dans les objectifs à court terme. Il est absolument urgent de se déterminer par rapport à l'institution que nous voulons.

Deuxième débat

Le président. Nous passons au vote de la proposition PR-578.

Mis aux voix, l'amendement de M^{me} Wenger à l'article premier de l'arrêté est refusé par 63 non contre 10 oui (3 abstentions).

Le président. Pour le vote de l'arrêté, l'appel nominal a été demandé par le groupe de l'Union démocratique du centre. Cette demande est-elle suivie par au moins cinq personnes? (*Plus de quatre conseillers municipaux lèvent la main.*)

Mis aux voix à l'appel nominal, l'arrêté est accepté par 62 oui contre 10 non (3 abstentions).

Ont voté oui (62):

M^{me} Fabienne Aubry Conne (L), M. Alexis Barbey (L), M. Grégory Baud (R), M. Jacques Baud (UDC), M. Simon Brandt (R), M^{me} Isabelle Brunier (S), M^{me} Catherine Buchet-Harder (UDC), M. Christophe Buemi (S), M^{me} Sandrine Burger (Ve), M. Rémy Burri (R), M^{me} Christine Camporini (R), M. Grégoire Carasso (S), M^{me} Anne Carron-Cescato (DC), M^{me} Marie Chappuis (DC), M. Alexandre Chevalier (L), M. Sylvain Clavel (UDC), M^{me} Marguerite Contat Hickel (Ve), M. Roland Crot (UDC), M. Alain de Kalbermatten (DC), M. Yves de Matteis (Ve), M^{me} Sophie de Weck Haddad (Ve), M. Gérard Deshusses (S), M. Alpha Dramé (Ve), M^{me} Diana Duarte Rizzolio (S), M. Jean-Louis Fazio (S),

M. Olivier Fiumelli (R), M^{me} Nathalie Fontanet (L), M. Jean-Marc Froidevaux (L), M. Gilles Garazi (Ve), M^{me} Anne-Marie Gisler (R), M^{me} Laetitia Guinand (L), M. Jacques Hämmerli (UDC), M^{me} Nelly Hartlieb (DC), M^{me} Claudia Heberlein Simonett (Ve), M^{me} Virginie Jordan (R), M^{me} Sarah Klopmann (Ve), M^{me} Florence Kraft-Babel (L), M. Jean-Charles Lathion (DC), M. Christian Lopez Quirland (S), M^{me} Silvia Machado (S), M^{me} Danièle Magnin (L), M. Vincent Maitre (DC), M. David Metzger (S), M^{me} Anne Moratti Jung (Ve), M. Richard North (UDC), M^{me} Véronique Paris (S), M. Robert Pattaroni (DC), M^{me} Frédérique Perler-Isaaz (Ve), M^{me} Annina Pfund (S), M^{me} Anne Pictet (Ve), M. Thierry Piguet (S), M. Georges Quéloz (L), M^{me} Patricia Richard (R), M. Jean-Charles Rielle (S), M. Pascal Rubeli (UDC), M^{me} Alexandra Rys (DC), M^{me} Odette Saez (DC), M. Jean Sanchez (L), M. Gilbert Schreyer (UDC), M^{me} Martine Sumi (S), M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (S), M. Alexandre Wisard (Ve).

Ont voté non (10):

M^{me} Maria Casares (AGT), M^{me} Hélène Ecuyer (AGT), M^{me} Vera Figuerk (AGT), M^{me} Catherine Gaillard (AGT), M^{me} Charlotte Meierhofer (AGT), M^{me} Maria Pérez (AGT), M. Pierre Rumo (AGT), M^{me} Marie-France Spielmann (AGT), M^{me} Salika Wenger (AGT), M. Christian Zaugg (AGT).

Se sont abstenus (3):

M. Mathias Buschbeck (Ve), M. Philippe Cottet (Ve), M. Eric Rossiaud (Ve).

Etaient excusés à la séance ou absents au moment du vote (4):

M^{me} Linda de Coulon (L), M^{me} Mary Pallante (S), M^{me} Andrienne Soutter (S), M. Olivier Tauxe (UDC).

Présidence:

M. Guy Dossan (R), président, n'a pas voté.

L'arrêté est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre d), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire supplémentaire de 2 500 000 francs destiné à octroyer une subvention extraordinaire à la Fondation du Grand Théâtre.

Art. 2. – La charge supplémentaire prévue à l'article premier sera couverte par des économies équivalentes de charges ou par de nouveaux produits dans le budget de fonctionnement 2007.

Art. 3. – La charge prévue à l'article premier sera imputée aux comptes budgétaires 2007, sur la rubrique 365000, cellule 31100099, sous l'OTP S62001009 «Garantie de subventionnement complémentaire Grand Théâtre».

Un troisième débat n'étant pas réclamé, l'arrêté devient définitif.

Le président. Nous passons au vote de la motion M-725.

Mis aux voix, l'amendement de M^{me} Wenger à la quatrième invite de la motion est accepté par 33 oui contre 32 non (11 abstentions).

Mis aux voix, l'amendement de M^{me} Moratti Jung visant à ajouter une huitième invite à la motion est accepté à l'unanimité (76 oui).

Mis aux voix, l'amendement de M^{me} Moratti Jung visant à ajouter une neuvième invite à la motion est accepté à l'unanimité (76 oui).

Mise aux voix, la motion amendée par la commission et par le plénum est acceptée à l'unanimité (76 oui).

Elle est ainsi conçue:

MOTION

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif de lui expliquer ses priorités concernant les réformes structurelles à mener au sein du Grand Théâtre suite aux constats de l'audit, cela afin d'éviter une nouvelle crise, soit:

- clarifier formellement dans une convention la mission de l'institution;
- présenter un plan financier quadriennal;

Propositions des conseillers municipaux – Interpellations – Questions écrites

- respecter le ratio vertueux actuel d'un minimum de 30% de recettes propres (autofinancement et financement privé) considéré par Sherwood comme un modèle en matière de gestion financière d'un opéra;
- interpeller le Canton, les communes et la Confédération pour une aide financière régulière permettant d'envisager l'avenir avec sérénité;
- élaborer avec l'ensemble du personnel fixe un statut d'employé harmonisé;
- veiller à une meilleure organisation du temps de travail des collaborateurs, qui réponde à leur intérêt comme à celui de l'institution;
- tenir le Conseil municipal informé au fur et à mesure des actions menées en vue du prompt rétablissement de la confiance en la maison, tant auprès de l'ensemble du personnel qu'auprès des mécènes;
- veiller à maintenir la confiance et l'écoute entre la hiérarchie et l'ensemble du personnel;
- garantir la sécurité du personnel.

Le Conseil administratif est chargé de présenter un projet d'arrêté ou de prendre une mesure.

6. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

7. Interpellations.

Néant.

8. Questions écrites.

Néant.

Séance levée à 23 h 5.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	2686
2. Communications du bureau du Conseil municipal	2686
3. Rapport de la commission Agenda 21 chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 17 janvier 2007 en vue de l'ouverture d'un crédit de 161 000 francs destiné à l'étude de la population de pigeons et d'un crédit de 110 000 francs destiné à la construction de pigeonniers en ville de Genève (PR-537 A).	2686
– Motion du 27 novembre 2007 de M ^{mes} Anne Pictet, Sandrine Burger, Frédérique Perler-Isaaz, Sophie de Weck Haddad, Claudia Heberlein Simonett, Marguerite Contat Hickel, Sarah Klopmann, Anne Moratti Jung, MM. Yves de Matteis, Eric Rossiaud, Alexandre Wisard et Alpha Dramé: «Un, deux, trois... pigeons volent» (M-739).	2691
4. Rapport de la commission de l'aménagement et de l'environnement chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 12 septembre 2007, sur demande du Département du territoire, en vue de l'approbation du projet de cartes des surfaces inconstructibles au bord des cours d'eau, prévue à l'article 15 de la loi sur les eaux, du 5 juillet 1961 (LE, L 2 05) (PR-572 A).	2706
5.a) Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 17 octobre 2007 en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 2 500 000 francs, au titre de subvention extraordinaire, destiné à couvrir les frais relatifs à l'excédent de dépenses de la saison 2007/2008 du Grand Théâtre de Genève (PR-578 A)	2711
5.b) Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la motion du 6 novembre 2007 de M. Alexis Barbey, M ^{mes} Laetitia Guinand, Florence Kraft-Babel, Danièle Magnin, Nathalie Fontanet, Fabienne Aubry Conne, MM. Olivier Fiumelli, Simon Brandt, Jean-Charles Lathion et M ^{me} Anne Carron-Cescato, renvoyée en commission le 6 novembre 2007, intitulée: «Grand Théâtre: pour le retour à la sérénité» (M-725 A)	2723

5.c) Interpellation du 7 novembre 2007 de M. Grégoire Carasso: «De quelle «brouille» parle-t-on?» (I-165)	2726
6. Propositions des conseillers municipaux	2759
7. Interpellations	2759
8. Questions écrites	2759

La mémorialiste:
Marguerite Conus